

EMPIRE

COMPANY LIMITED

NOTICE ANNUELLE

Exercice terminé le 1^{er} mai 2021

Le 30 juin 2021

TABLE DES MATIÈRES

INFORMATION PROSPECTIVE.....	1
STRUCTURE DE L'ENTREPRISE	3
Nom et constitution	3
Liens intersociétés	3
DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ.....	4
Vente au détail de produits alimentaires	4
Placements et autres activités	7
Risque environnemental, social et en matière de gouvernance	8
Autres renseignements	10
DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ.....	11
Priorité sur la vente au détail de produits alimentaires	11
Placements et autres activités	16
Acquisitions significatives	17
GESTION DU RISQUE.....	18
DIVIDENDES.....	27
STRUCTURE DU CAPITAL.....	28
Capital-actions	28
Dette à long terme	31
Notations du crédit (normes canadiennes).....	32
MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES	33
PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES CONSOLIDÉES	34
ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS.....	35
Administrateurs.....	35
Membres de la haute direction qui ne sont pas administrateurs.....	36
Autres poursuites.....	37
Conflits d'intérêts	38
AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	38
RENSEIGNEMENTS SUR LE COMITÉ D'AUDIT	39
CONTRATS IMPORTANTS.....	42
POURSUITES JUDICIAIRES ET APPLICATION DE LA LOI.....	42
INTÉRÊTS DES EXPERTS	42
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	42
ANNEXE A	43
ANNEXE B	47

À moins d'indication contraire, toute l'information donnée sur Empire Company Limited et ses filiales (« Empire » ou la « Société »), y compris Sobeys Inc. (« Sobeys ») qui est détenue en propriété exclusive, est en date de la fin de l'exercice, soit le 1^{er} mai 2021.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent document renferme des énoncés prospectifs qui sont présentés dans le but d'aider le lecteur à connaître le contexte dans lequel s'inscrit la situation financière de la Société et à comprendre les attentes de la direction concernant les priorités, les objectifs et les plans stratégiques de la Société. Ces énoncés prospectifs peuvent ne pas être appropriés à d'autres fins. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'utilisation de mots ou d'expressions tels que « prévoir », « s'attendre à », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « pouvoir », « planifier », « projeter » et d'autres expressions semblables, ainsi que par l'emploi de ces verbes au futur ou au conditionnel ou à la forme négative.

Ces énoncés prospectifs comprennent notamment ce qui suit :

- Les attentes de la Société concernant l'incidence financière du projet Horizon et de ses initiatives sous-jacentes, y compris la croissance prévue des parts de marché, les économies de coûts et de marge découlant de cette stratégie et le moment prévu de réalisation des avantages supplémentaires, sur lesquels plusieurs facteurs pourraient avoir des répercussions, notamment le temps dont aura besoin la Société pour mener à bien les initiatives, et l'incidence du nouveau coronavirus (« COVID-19 » ou « pandémie »), dont le changement de comportement de la clientèle;
- Les attentes de la Société concernant les avantages financiers du projet Horizon ainsi que la poursuite de l'expansion et de la rénovation du réseau de magasins, la maximisation promotionnelle, l'analyse des données et les gains d'efficacité en matière d'approvisionnement stratégique, sur lesquels plusieurs facteurs pourraient avoir des répercussions, notamment le temps dont aura besoin la Société pour mener à bien les initiatives et l'incidence de la COVID-19, dont le changement de comportement de la clientèle;
- L'expansion de FreshCo dans l'Ouest canadien et l'expansion de Farm Boy en Ontario, y compris les attentes de la Société en matière de rentabilité et de résultats d'exploitation futurs, le montant et le moment des dépenses, le nombre projeté d'ouvertures de magasins et le lieu, la faisabilité et le moment de la construction, sur lesquels la COVID-19, les calendriers de construction et les permis, la conjoncture économique et les relations avec la main-d'œuvre pourraient avoir des répercussions;
- Les attentes de la Société concernant la mise en place de son service d'achat en ligne de produits d'épicerie pouvant être livrés à domicile et ses projets d'expansion du service de cueillette à l'extérieur du magasin Voilà, sur lesquels la COVID-19, les futurs coûts d'exploitation et dépenses d'investissement, l'intérêt général des clients pour les services et la performance de son fournisseur de technologie, Ocado Group plc (« Ocado »), pourraient avoir des répercussions;
- Les attentes de la Société concernant le montant et le moment des dépenses liées à l'achèvement de futurs centres de traitement des commandes, qui pourraient être touchés par l'approvisionnement en matériaux et en équipement, les calendriers de construction et la capacité des entrepreneurs en construction; et
- L'intention de la Société de racheter aux fins d'annulation des actions de catégorie A sans droit de vote aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui pourrait être touchée par les conditions de marché et la conjoncture économique, les changements de lois et de réglementation et les résultats d'exploitation.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que la Société pose des hypothèses et ils sont assujettis à des incertitudes et à des risques intrinsèques, ainsi qu'à d'autres facteurs qui pourraient causer un écart significatif entre les résultats réels et ces énoncés prospectifs. Pour un supplément d'information sur les risques, les incertitudes et les hypothèses pouvant avoir une incidence sur les énoncés prospectifs de la Société, voir les documents déposés par la Société auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières, et notamment à la rubrique « Gestion du risque » de la présente notice annuelle.

Bien que la Société soit d'avis que les prédictions, les prévisions, les attentes ou les conclusions présentées dans les énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut donner aucune assurance quant à leur exactitude. Les lecteurs sont priés de bien examiner les risques, les incertitudes et les hypothèses lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs et de ne pas se fier outre mesure à ces énoncés. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent document traduisent les prévisions actuelles de la Société et pourraient changer. À moins que les lois sur les valeurs mobilières en vigueur ne l'exigent, la Société ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs formulés par elle ou en son nom.

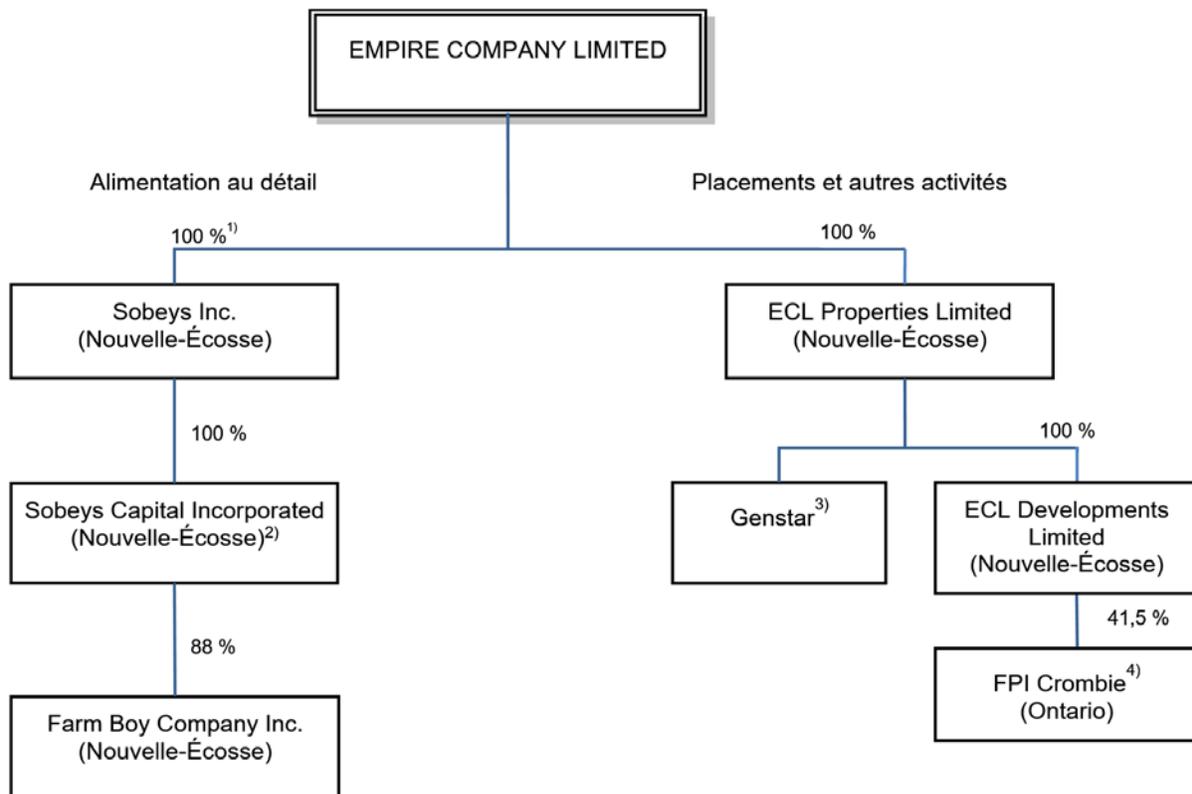
STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

Nom et constitution

Empire Company Limited a été créée par fusion sous le régime de la loi intitulée *Companies Act* (Nouvelle-Écosse) le 31 janvier 1973. Les sociétés remplacées d'Empire exerçaient leurs activités depuis 1907. Le siège social d'Empire est situé au 115 King Street, Stellarton (Nouvelle-Écosse). Dans la présente notice annuelle, « Empire » ou la « Société » désigne collectivement Empire Company Limited et toutes ses filiales, sauf si le contexte l'exige autrement.

Liens intersociétés

L'organigramme qui suit indique la dénomination sociale des principales filiales d'Empire, leur territoire de constitution respectif et le pourcentage des titres avec et sans droit de vote dont Empire est propriétaire en date du 1^{er} mai 2021.



Notes :

- 1) Empire est directement propriétaire de 19,7 % de Sobeys Inc. et indirectement du reste (80,3 %) par l'intermédiaire de ses filiales Emplink Investments Limited (Nouvelle-Écosse) et Empsafe Investments Limited (Nouvelle-Écosse).
- 2) Inclut Sobeys Developments Limited Partnership (société en commandite de la Nouvelle-Écosse) directement à titre de commandité et indirectement par l'intermédiaire de Sobeys Land Holdings Limited (Nouvelle-Écosse) à titre d'unique commanditaire.
- 3) ECL Properties Limited détient indirectement une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 40,7 % dans Genstar Development Partnership (Alberta), une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 48,6 % dans Genstar Development Partnership #2 (Alberta), une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 39,0 % dans GDC Investments 4, L.P. (Géorgie), une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 39,0 % dans GDC Investments 6, L.P. (Delaware), une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 39,0 % dans GDC Investments 7, L.P. (Géorgie), une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 37,1 % dans GDC Investments 8, L.P. (Delaware), ainsi qu'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 49,0 % dans The Fraipont Partnership (Alberta), (collectivement, « Genstar »).
- 4) Empire possède indirectement 909 090 parts du Fonds de placement immobilier Crombie (« FPI Crombie ») et 64 747 332 parts de société en commandite de catégorie B de Crombie Limited Partnership (Nouvelle-Écosse), lesquelles sont échangeables contre des parts du FPI Crombie et équivalentes à celles-ci, ce qui représentait une participation indirecte de 41,5 % dans le FPI Crombie en date du 1^{er} mai 2021 (41,5 % sur une base diluée). Une part comportant droit de vote spécial du FPI Crombie se rattache à chaque part de société en commandite de catégorie B.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Empire Company Limited (Bourse TSX : EMP.A) est une société canadienne ayant son siège social à Stellarton, en Nouvelle-Écosse, dont les ventes annuelles s'établissent à environ 28,3 G\$ et qui comptent pour 15,2 G\$ d'actifs. Empire et ses filiales, ses magasins franchisés et ses magasins affiliés emploient quelque 128 000 personnes.

Les résultats financiers de la Société ont été divisés en deux secteurs distincts à présenter : le secteur de la vente au détail de produits alimentaires, qui est représenté par Sobeys, une entreprise détenue en propriété exclusive, et le secteur des placements et autres activités.

Vente au détail de produits alimentaires¹⁾

Le secteur de vente au détail de produits alimentaires d'Empire relève de Sobeys, une filiale en propriété exclusive. Fière d'être canadienne, Sobeys, dont le siège social se trouve à Stellarton, en Nouvelle-Écosse, répond aux besoins d'achat de produits alimentaires des Canadiens depuis 1907. Sobeys a plus de 1 500 magasins qui lui appartiennent ou qui sont affiliés ou franchisés dans plus de 10 provinces, de même que plus de 350 postes d'essence de détail. Des détails sur l'emplacement et les bannières des magasins de détail de Sobeys, de même que sur le nombre de magasins franchisés et de magasins appartenant à l'entreprise sont reproduits à l'annexe A ci-jointe.

Magasins bien établis et différenciés et bannières de détail

Sobeys continuera d'exercer ses activités sur le marché principalement par l'entremise de concepts distincts de magasin d'alimentation qui lui permettent de mieux adapter les produits et les services qu'elle offre aux diverses catégories de clients qu'elle sert, le but de Sobeys étant de satisfaire les besoins de ses clients en matière de produits alimentaires et de produits connexes, voir les enthousiasmer, afin d'augmenter ses ventes et ses profits au pied carré. Sobeys continue de rehausser les produits, les services et la mise en marché de chaque concept, en agrandissant et en rénovant ses magasins existants. En plus de se concentrer sur son réseau d'établissements, la Société continue d'accroître la présence de sa plateforme de commerce électronique offerte aux Canadiens par ses services « Voilà » d'achat en ligne de produits d'épicerie pouvant être livrés à domicile et de cueillette à l'extérieur du magasin.

Entreprises connexes

Les entreprises connexes de la Société comprennent les activités reliées aux pharmacies, aux carburants, aux dépanneurs, ainsi que ses activités de distribution en gros et de spiritueux.

Pharmacies

Le groupe national de pharmacies est exploité à l'intérieur des magasins sous les bannières de pharmacies Sobeys Pharmacy, Safeway Pharmacy, Thrifty Foods Pharmacy, FreshCo Pharmacy et Foodland Pharmacy, ainsi qu'au moyen d'établissements autonomes de la bannière Lawton's Drug Stores Limited dans le Canada atlantique.

Postes d'essence/Dépanneurs

Sobeys exploite des postes d'essence dans le Canada atlantique, au Québec, en Ontario et dans l'Ouest du Canada sous les bannières Fast Fuel, Shell et Safeway et, dans le cas particulier du Canada atlantique, quelques postes arborant les bannières Irving et Petro Canada. De nombreux postes d'essence sont situés au même endroit que les magasins d'épicerie et les dépanneurs de la Société – Needs, Sobeys Express, IGA Express et Boni Soir.

Note :

1) Toutes les données de cette section ne comprennent pas celles de Longo. Veuillez vous reporter à la rubrique « Développement général de l'activité » de la présente notice annuelle concernant l'acquisition de Longo survenue après la fin de l'exercice terminé le 1^{er} mai 2021.

Commerce de gros

En plus de la distribution aux magasins appartenant à l'entreprise et aux magasins franchisés, Sobeys effectue la distribution en gros d'une gamme complète de produits et de services à plus de 5 000 dépanneurs et petits épiciers à l'échelle nationale. L'entreprise de vente en gros de Sobeys exploite aussi six points de vente sous la bannière « Cash & Carry », dont cinq dans le Canada atlantique et un au Manitoba.

Spiritueux

Les magasins de spiritueux fournissent aux clients des solutions pour les vins, les spiritueux et la bière, ainsi qu'un excellent service à la clientèle et une connaissance approfondie des produits. Sobeys exploite les magasins de vente au détail de spiritueux sous les bannières Sobeys Liquor, Safeway Liquor et Thrifty Foods Liquor dans l'Ouest canadien. Elle vend aussi du vin et de la bière sous des bannières exploitées au Québec, au Nouveau-Brunswick et dans certains établissements de l'Ontario.

Description	Bannière	Nombre
Ces magasins se distinguent par leur assortiment de produits et leurs articles de spécialité des plus complets en fonction de chacun des marchés particuliers qu'ils desservent. Ces bannières sont reconnues pour l'excellence de leur service à la clientèle, comme les comptoirs de services complets aux rayons de la viande, de la charcuterie et de la poissonnerie, sans oublier les connaissances spécialisées en matière d'alimentation transmises par leur personnel, un service à valeur ajoutée.		245
		135
		151
		27
Ces magasins répondent aux besoins de réapprovisionnement des consommateurs en produits frais et pour le repas du soir et visent à offrir un service à la clientèle hors pair et des offres adaptées.		195
		37
Ces magasins comblent les besoins d'épicerie courants et de réapprovisionnement de nos clients qui habitent dans les régions rurales et les plus petites agglomérations comptant un seul magasin d'alimentation.		217
		63
		74
Ces magasins offrent aux consommateurs des bas prix tous les jours là où le prix constitue un facteur déterminant dans le choix du magasin.	 	123
Ces magasins répondent aux besoins immédiats de nos clients.		105
Produits pharmaceutiques, produits de soins de santé et de beauté, articles cadeaux et produits de dépannage.		76 ¹⁾
Postes d'essence et dépanneurs connexes	 	387 ²⁾
Magasins de spiritueux	  	103
Inclut divers autres concepts de magasins, comme les dépanneurs au Québec.	Divers	30
Total		1 968

Notes :

1) Ce nombre inclut 73 pharmacies Lawtons Drug Stores et trois établissements autonomes de soins de santé Home HealthCare.

2) Ce nombre n'inclut pas 44 postes d'essence Safeway en co-implantation, ni 19 postes d'essence à double enseigne avec des dépanneurs.

Marques propres

Les marques propres de Sobeys sont *Compliments*, *Panache*, *Best Buy* et *Eight Treasures*. L'éventail de produits est formé pour bonne partie de produits de la marque *Compliments*, qui est positionnée en tant qu'équivalent de la marque nationale. La marque *Panache* (qui remplace *Sensations par Compliments*) est positionnée en tant que volet supérieur d'expériences culinaires relevées. La marque *Best Buy* est destinée à répondre aux besoins des clients plus soucieux des prix en offrant une variété de produits d'épicerie de base de tous les jours. Sobeys a aussi mis en marché une nouvelle marque, *Eight Treasures*, axée sur sa clientèle asiatique du Sud-Est.

Les sous-marques *Compliments* incluent *Compliments Biologique*, *Compliments Pensons Vert*, *Compliments Sans gluten* et *Compliments Simple naturellement*. Ces sous-marques offrent à nos clients des choix santé et bénéfiques.

Programmes de récompense de fidélité

Sobeys offre à ses clients un programme de récompense de fidélité pancanadien. Le programme de récompense AIR MILES^{MD} est offert à Sobeys (Canada atlantique, Ontario, Ouest), à Safeway (Ouest), à Thrifty Foods (Ouest), à IGA *extra* (Québec), à IGA (Québec, Ouest), à Foodland (Canada atlantique, Ontario), à Lawtons (Canada atlantique), à Sobeys Liquor (Ouest), à Safeway Liquor (Ouest), à Thrifty Foods Liquor (Ouest) et à Needs (Canada atlantique). Ce programme de récompense accorde aux clients de Sobeys des rabais, des offres et des communications personnalisées, ainsi que l'occasion de participer à des concours et d'autres récompenses de fidélité, qui permettent tous à la Société de mieux connaître les habitudes de consommation de ses clients dans le cadre de sa stratégie globale de gestion des relations avec la clientèle. Ce programme est en outre complété par la carte MasterCard BMO AIR MILES^{MD} de Sobeys et la carte MasterCard BMO AIR MILES^{MD} d'IGA.

Immobilier

Sobeys dispose d'une équipe en développement immobilier qui appuie sa stratégie globale de croissance. Les activités dans le secteur immobilier poursuivent l'objectif d'améliorer la part de marché de la Société au moyen de travaux de rénovation et d'agrandissement, et par la construction d'autres magasins, ainsi que par la recherche d'occasions à long terme. Sobeys accorde une importance à sa présence dans le secteur immobilier et aux bonnes relations qu'elle entretient avec les tiers locataires et promoteurs immobiliers, ainsi qu'avec son partenaire, le FPI Crombie. C'est grâce à ce réseau de relations que Sobeys a réussi à augmenter le rayonnement de ses activités de vente au détail et de ses centres de distribution, qu'elle continuera à faire progresser en conformité avec ses initiatives stratégiques.

Sobeys est propriétaire de certains magasins de détail et loue également des magasins auprès de parties qui lui sont liées et de tiers propriétaires d'immeubles. Au 1^{er} mai 2021, des 40,3 millions de pieds carrés d'espace commercial de détail exploités, 7,7 % appartenaient à la Société, 20,6 % étaient loués auprès d'une partie liée, le FPI Crombie, et le reste était loué auprès d'autres propriétaires d'immeubles.

Placements et autres activités

FPI Crombie

La Société, par l'entremise d'ECL Developments Limited, une entreprise détenue en propriété exclusive, détient une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 41,5 % dans le FPI Crombie (41,5 % compte tenu de la dilution). La juste valeur de la participation de celle-ci de 41,5 % dans le FPI Crombie équivalait à 1 074,8 M\$ en date du 1^{er} mai 2021.

Aux termes d'une convention de droit de première offre datée du 3 août 2011 intervenue entre Sobeys Capital Incorporated et le FPI Crombie, la Société a convenu d'accorder au FPI Crombie un droit de première offre lui permettant d'acquérir toute propriété dont elle entend se départir, sous réserve de certaines exceptions.

Sobeys est le plus important locataire du FPI Crombie en termes de pourcentage de contribution au loyer minimum total annuel, soit 56,8 % du loyer minimum annuel.

Le FPI Crombie fournit des services d'administration et de gestion immobilière à la Société moyennant rémunération à l'acte conformément à une convention de gestion entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Les montants payés et reçus au cours de l'exercice 2021 n'étaient pas significatifs.

Genstar

Genstar est une société d'aménagement de propriétés résidentielles dont le siège social est situé à San Diego, en Californie, et qui possède des bureaux dans l'Ouest canadien. Genstar concentre ses efforts sur la détention de terrains résidentiels intéressants dans des marchés en croissance choisis. Empire détient des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence qui varient d'environ 37,1 % à 49,0 % dans le groupe de sociétés de Genstar.

Risque environnemental, social et en matière de gouvernance

L'approche de la Société en matière de gouvernance s'étend à l'accent qu'elle met sur le développement durable pour ce qui est de l'environnement et des questions sociales, ainsi que sur la gestion des risques associés à de telles questions. La Société accorde depuis fort longtemps la priorité au bien-être à long terme de ses clients et des collectivités qu'elle sert, sans compromettre la capacité des générations futures de prospérer sur la planète que nous partageons tous.

La société a bâti ses exploitations commerciales sur des principes qui reposent sur ses propres valeurs tout en répondant aux attentes de ses intervenants. C'est d'ailleurs en se fondant sur ces principes que la Société a pu prendre et réaliser des engagements à mettre en œuvre des changements durables en matière d'environnement et d'action sociale.

Le cadre de travail environnemental, social et en matière de gouvernance (« ESG ») de la Société est axé sur la réalisation du changement et l'atteinte des objectifs dans trois domaines jugés les plus importants par la Société pour ses parties prenantes : planète, produits et personnes.

Environnement

Pilier relatif à la planète : La Société poursuit l'objectif de diminuer son impact sur l'environnement dans les secteurs les plus importants de son entreprise et d'améliorer sa résistance aux impacts des changements climatiques dans le but de protéger la planète au profit des générations futures, en se concentrant sur la réduction des déchets, des émissions et de la consommation d'énergie.

Réduction des déchets : La Société se concentre sur la réduction, autant que possible, des plastiques à usage unique, sur l'optimisation de l'emballage et sur la réduction du gaspillage alimentaire dans le cadre de ses exploitations et de sa chaîne d'approvisionnement, et cherchera à diminuer pour l'ensemble de ses établissements la quantité de déchets acheminés aux sites d'enfouissement.

Énergie et émissions : La Société est résolue à faire les investissements nécessaires dans ses établissements et entrepôts pour augmenter l'efficacité de ses exploitations et diminuer leur consommation d'énergie et leurs émissions de gaz à effet de serre.

Pilier relatif aux produits : La Société cherche à offrir des choix durables et conformes à l'éthique qui répondent aux besoins de ses clients, en se concentrant sur un approvisionnement durable et en formant de solides partenariats avec ses fournisseurs qui sont en mesure d'offrir davantage de solutions durables à ses clients.

Approvisionnement durable : La Société souhaite assurer le développement durable à long terme des ressources naturelles et le traitement équitable des personnes et des animaux par le biais de ses pratiques préconisant le bien-être animal, l'approvisionnement durable en fruits de mer, l'approvisionnement durable en huile de palme et les marchés équitables.

Partenariats avec les fournisseurs : La Société travaille à l'établissement de partenariats solides avec ses fournisseurs locaux et nationaux afin de pouvoir offrir davantage de solutions innovantes et durables à ses clients.

Action sociale

Le pilier relatif aux produits de la Société vise à fournir une main-d'oeuvre plus inclusive et à bâtir des communautés plus saines, comme décrit ci-dessous.

Investissements dans les collectivités

La Société s'engage à bâtir des lendemains plus sains pour plus de Canadiens grâce à un soutien axé sur :

- Corps en santé – réduire les obstacles pour aider plus de Canadiens à avoir accès à des aliments sains et abordables.
- Santé mentale – accroître les interventions précoces en santé mentale des enfants et des jeunes.

Un corps en santé et une bonne santé mentale vont de pair, et les partenariats qui relèvent de cette stratégie favorisent le bien-être de toute une famille, y compris la santé physique et mentale.

Diversité, égalité et inclusion

La diversité, l'égalité et l'inclusion (l'« approche en DÉI ») sont au centre des priorités de la Société. Bien ancrée dans les valeurs fondamentales d'Empire, l'approche en DÉI fait partie des éléments indispensables pour permettre à la Société de mieux servir une variété de clientèles et de collectivités d'un bout à l'autre du pays et pour renforcer l'entreprise dans son ensemble.

En tant que détaillant canadien national, il incombe à la Société d'écouter, d'apprendre et d'agir – de contribuer à lutter contre l'injustice et l'iniquité raciales, de favoriser la diversité des équipes et de préconiser un environnement juste, équitable et inclusif pour les coéquipiers, les clients et les collectivités.

La Société a développé une solide stratégie pour son approche en DÉI qui comprend cinq engagements et un certain nombre de priorités, dans le cadre d'un cheminement vers un changement systémique à plus long terme.

Les engagements et les priorités de la Société sont régis par le chef de la direction, qui exerce un leadership actif au sein de la direction, ainsi que par un conseil chapeautant l'approche en DÉI, composé d'un groupe diversifié de dirigeants de toutes les fonctions clés de l'entreprise. La stratégie est appuyée par le comité des ressources humaines et le conseil d'administration de la Société. Le modèle de gouvernance donne le ton depuis le sommet de la hiérarchie et supervise l'exécution de la stratégie et des résultats mesurables. La Société a veillé à ce que les ressources nécessaires soient fournies par l'intermédiaire d'une équipe dédiée pour faire progresser la transformation culturelle.

Pour s'assurer que des mesures concrètes sont mises en oeuvre, la Société continue d'apporter diverses perspectives à la table par le biais de séries de séances d'écoute des coéquipiers, d'un groupe de travail formé de coéquipiers noirs et d'une vaste consultation sur le leadership, et cherche régulièrement des leaders réfléchis et des experts pour donner des conseils sur l'orientation.

Gouvernance

La surveillance des stratégies pour l'approche en DÉI de la Société est assurée par le comité exécutif, le comité de gouvernance et de responsabilité sociale et le conseil d'administration. Le comité de gouvernance et de responsabilité sociale d'entreprise du conseil d'administration est informé tous les trimestres de toutes les questions relatives à l'approche en DÉI. Les trois piliers sont régis et gérés aux niveaux supérieurs de la Société, avec des équipes internes dédiées, dont un conseil chapeautant l'approche en DÉI, un comité directeur de la durabilité et diverses équipes du programme d'investissement communautaire.

Autres renseignements

Chaîne d'approvisionnement et disponibilité des produits

L'approvisionnement des magasins de détail de Sobeys est assuré par un réseau de centres de service aux détaillants (centres de distribution) situés partout au pays. De plus, certains produits sont livrés directement aux magasins de Sobeys par différents vendeurs grâce à une structure de livraison directe.

La Société n'a pas d'inquiétudes importantes en ce qui concerne la disponibilité des produits. Un grand nombre de fournisseurs nationaux, régionaux et locaux contribuent à répondre aux besoins de la Société en matière d'approvisionnement.

Concurrence

Sobeys évolue dans un marché dynamique et hautement concurrentiel. D'autres sociétés de distribution alimentaire nationales et régionales, de même que des concurrents non traditionnels, tels que les magasins à très grande surface, les clubs-entrepôts et les détaillants en ligne, représentent un risque concurrentiel pour Sobeys et pourraient nuire à sa capacité d'attirer des clients et de rentabiliser ses activités sur ses marchés. Sobeys maintient une forte présence à l'échelle nationale dans l'industrie canadienne de la vente au détail et de la distribution de produits alimentaires en exerçant ses activités dans plus de 900 localités au Canada.

Les activités de Sobeys et Empire dans le domaine de l'immobilier, par l'entremise de son placement dans le FPI Crombie, font concurrence à de nombreux autres promoteurs, gestionnaires et propriétaires immobiliers dans leur quête de locataires de qualité et de nouvelles propriétés à acquérir. Genstar fait face à la concurrence des autres promoteurs de terrains résidentiels en préservant des emplacements intéressants pour l'aménagement de nouveaux terrains résidentiels.

Voir également la rubrique « Gestion du risque – Concurrence » de la présente notice annuelle.

Actifs incorporels

Sobeys n'est pas tributaire d'une marque de commerce ou d'un nom commercial particulier, même si ses activités d'exploitation reposent jusqu'à un certain point sur des marques de commerce qui sont rattachées à des marques d'entreprise visant des produits de détail et à des bannières de magasin. Sobeys reconnaît l'importance que revêtent ses dénominations sociales et ses noms de marque et la nécessité d'en protéger et d'en rehausser la valeur. En pratique, Sobeys dépose ou autrement protège ses éléments d'actif incorporels dans tous les territoires dans lesquels elle exerce ses activités.

Employés

À la fin de l'exercice 2021, Empire et ses filiales employaient à peu près 62 000 employés à temps plein et à temps partiel. Empire et ses filiales, les magasins franchisés et les magasins affiliés employaient quelque 128 000 personnes.

Sobeys et ses magasins franchisés et magasins affiliés ont conclu plus de 300 conventions collectives visant quelque 47 000 employés.

Faillite

Aucune procédure judiciaire en matière de faillite ou de mise sous séquestre, ni aucune autre procédure semblable n'a été intentée contre Empire ou l'une de ses filiales et aucune de celles-ci n'a initié de procédures judiciaires en matière de faillite, de mise sous séquestre ou autres procédures semblables au cours des trois dernières années terminées, ni ne prévoit intenter ou subir de telles procédures pendant l'exercice en cours.

Réorganisations

Sauf tel qu'il est décrit à la rubrique « Développement général de l'activité – Orientation stratégique », ni Empire ni aucune de ses filiales n'ont subi de réorganisation importante au cours des trois derniers exercices terminés.

DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ¹⁾

La rubrique suivante présente le développement de l'entreprise de la Société au cours des trois derniers exercices.

Priorité sur la vente au détail de produits alimentaires

La Société continue de se concentrer sur une stratégie axée sur ses activités de détaillant de produits alimentaires, qui met l'accent sur la l'exécution et l'innovation, ainsi que sur les placements dans les magasins de détail, les centres de distribution et le commerce électronique. Au cours des trois derniers exercices, Sobeys a poursuivi sa croissance et sa progression en tant que chef de file de la vente au détail et de la distribution de produits alimentaires. Sobeys poursuit la progression de ses importantes initiatives stratégiques, y compris l'expansion de FreshCo, l'expansion de Farm Boy et le service de livraison à domicile de produits d'épicerie *Voilà*.

Au cours de cette période triennale terminée le 1^{er} mai 2021, Sobeys a effectué d'importants investissements pour soutenir sa croissance et son expansion, qui ont comporté des achats de propriétés, d'équipements, d'immeubles de placement et d'actifs incorporels, à l'exclusion des acquisitions d'entreprises, pour environ 1,7 G\$.

Orientation stratégique

Au cours de l'exercice 2020, la Société a mené à terme son programme de transformation triennal, appelé « projet Sunrise ». Le projet visait à simplifier les structures organisationnelles et à réduire les coûts grâce aux mesures suivantes : la conception organisationnelle, la réduction des coûts d'approvisionnement stratégique, l'amélioration des opérations des magasins, le maintien des catégories et les améliorations opérationnelles. La Société a réalisé un bénéfice cumulé de plus de 550 M\$.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, la Société a lancé le projet Horizon, un plan de croissance sur trois ans axé sur l'expansion des activités de base et l'accélération du commerce électronique. La Société cible une augmentation supplémentaire de 500 M\$ du BAIIA annualisé et une augmentation de la marge du BAIIA de 100 points de base d'ici l'exercice 2023 grâce à i) une croissance des parts de marché et à ii) une discipline en matière de coûts et de marges.

Après la première année, le projet Horizon est sur la bonne voie et les avantages correspondent aux attentes de la direction. Au cours de l'exercice 2021, des gains liés au projet Horizon ont été obtenus grâce à l'expansion et à la rénovation du réseau de magasins de la Société, d'améliorations au chapitre de l'exploitation dans les magasins et du merchandising grâce aux données et à l'analytique, ainsi que de l'accroissement continu de l'efficacité grâce aux initiatives d'approvisionnement stratégique. Les gains ont été en partie contrebalancés par l'investissement dans le réseau de commerce électronique de la Société.

Enregistrer une croissance des parts de marché

Le soutien et le financement supplémentaires accordés au réseau de magasins devraient permettre une croissance des parts de marché, car ils favoriseront l'amélioration de la productivité des magasins, le développement des activités d'épicerie en ligne, la croissance du portefeuille de marques maison, la poursuite de l'expansion des magasins à bas prix dans l'Ouest canadien, l'augmentation de l'empreinte de Farm Boy en Ontario et l'acquisition de Longo's en Ontario après la clôture de l'exercice.

Investir dans le réseau de magasins de la Société

La Société accélère le rythme des investissements dans les rénovations et les conversions, dans les processus des magasins, les communications, la formation, les technologies et les outils, de sorte que les employés des magasins pourront mieux servir les clients. Ces investissements continus, jumelés à des stratégies de marketing de marque renouvelées et efficaces et à l'expansion des bannières Farm Boy et FreshCo, sont pris en compte dans les dépenses d'investissement de la Société au cours de la durée du projet Horizon. Se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » du rapport de gestion annuel pour 2021 de la Société pour obtenir plus de précisions.

Note :

(1) Cette section renferme de l'information prospective, tel qu'il est décrit sous la rubrique « Information prospective » de la présente notice annuelle.

Améliorer la productivité des magasins

La Société a jeté les bases de ses capacités d'analytique avancée il y a quelques années. L'analytique permettra d'améliorer tous les aspects du service à la clientèle, y compris les surfaces des magasins, les offres promotionnelles et la disponibilité des produits sur les tablettes. Grâce aux nouvelles capacités, la Société est désormais en mesure de raffiner l'expérience client en tirant parti d'analyses avancées pour optimiser les catégories et la proximité des produits afin d'adapter son assortiment à chaque format de magasin.

S'imposer dans le secteur de l'épicerie en ligne au Canada

La Société a accéléré ses plans pour le commerce en ligne. En décembre 2020, la Société a annoncé que son troisième centre de traitement des commandes sera situé à Calgary et desservira la majeure partie de l'Alberta. La Société a aussi lancé sa solution de préparation en magasin, qui est destinée aux marchés qui ne seront pas servis par nos centres de traitement des commandes ou dans lesquels les centres ne sont pas encore construits. En septembre 2020, la Société a lancé son nouveau service de cueillette à l'extérieur du magasin dans certains établissements sélectionnés Sobeys. À la clôture de l'exercice 2021, 30 établissements offraient ce service. La Société continue d'étendre le service de cueillette à l'extérieur du magasin aux magasins à l'échelle nationale et, d'ici la fin de l'exercice 2022, elle prévoit que jusqu'à 120 magasins fourniront ce service offrant une option de commerce en ligne dans chaque province.

Élargir le portefeuille de marques maison de la Société

La Société a amélioré le positionnement et l'image de ses marques maison. La Société examine le rôle précis des marques maison dans chaque catégorie et détermine, en fonction des besoins des consommateurs, quelles catégories et bannières devront être privilégiées en vue d'une expansion de ces marques. En étroite collaboration avec ses partenaires fournisseurs, la Société prévoit accroître encore les ventes et la rentabilité de ses marques maison en augmentant la distribution, le placement des produits sur les tablettes et l'innovation en matière de produits.

Offrir la meilleure expérience personnalisée aux clients

La Société investit dans l'analytique et la technologie pour mieux cerner les préférences des clients et communiquer avec eux de manière directe et personnalisée, délaissant les communications de masse pour miser sur la création de liens personnels avec les clients. L'objectif est de déployer des offres et des communications personnalisées de classe mondiale pour inspirer les clients et améliorer l'expérience et la pertinence des promotions.

Tirer parti de notre discipline en matière de coûts et de marges

La Société a considérablement amélioré son efficacité et sa compétitivité en matière de coûts grâce au projet Horizon. De plus, il est encore possible d'éliminer des coûts sans valeur ajoutée ainsi que d'optimiser les marges.

Favoriser l'efficacité de l'approvisionnement non lié à la mise en marché

L'équipe d'approvisionnement stratégique continue de réaliser des gains d'efficacité et de réduire les coûts pour toutes les dépenses indirectes.

Continuer à accroître l'efficacité de l'approvisionnement lié à la mise en marché

La Société continue d'investir dans l'analyse avancée des données pour soutenir son processus de planification des catégories. Les marchands continueront de travailler avec les fournisseurs nationaux et de produits de marque maison pour conserver les gains réalisés à la suite de l'examen des catégories et d'établir des partenariats avec les fournisseurs pour saisir les nouvelles occasions et s'assurer que la Société propose à ses clients le meilleur rapport qualité-prix et les meilleures offres.

Investir dans les meilleures solutions d'analytique pour améliorer la proposition de valeur pour les clients

Les outils d'analytique avancée aideront la Société à orienter ses investissements vers les produits auxquels les clients tiennent le plus, dans le but d'améliorer la valeur pour les clients.

Les outils d'analytique avancée seront mis à profit à l'échelle nationale par les marchands de catégories, tous formats confondus, pour réduire le coût net des offres promotionnelles de la Société, tout en améliorant la valeur pour les clients. L'initiative de maximisation promotionnelle — un partenariat entre l'équipe d'analyse avancée et les marchands de catégories — a commencé à présenter des avantages en ce qui a trait à la marge au cours de l'exercice 2021. Des investissements supplémentaires dans l'analyse des données et la technologie devraient permettre de nouvelles améliorations au cours de l'exercice 2022.

Optimiser la productivité de la chaîne d'approvisionnement

La Société continue d'optimiser sa chaîne d'approvisionnement et ses réseaux logistiques et consolidera certains processus d'approvisionnement. Au cours de l'exercice 2021, cinq centres de distribution en Colombie-Britannique et au Québec ont été regroupés en deux installations, ce qui a permis d'accroître la capacité et l'efficacité du réseau.

Améliorer les systèmes et les processus

En exploitant la technologie pour améliorer ses systèmes et ses processus, la Société réalise des gains d'efficacité et réduit ses coûts dans ses fonctions administratives et de soutien.

Acquisitions, agrandissement et rénovation de magasins

Sobeys a pour stratégie d'offrir à ses clients la meilleure expérience de magasinage possible en produits d'épicerie dans des magasins dont le concept et la taille sont tout à fait appropriés à leurs besoins et qui sont appuyés par un service à la clientèle supérieur. Sobeys continue d'améliorer les produits, les services et la mise en marché de chaque concept, en agrandissant et en rénovant ses magasins existants.

Au cours des trois derniers exercices, Sobeys a ouvert, relocalisé ou acquis 124 magasins. De plus, durant cette période de trois ans, Sobeys a agrandi et réaménagé 47 emplacements ou en a converti les bannières.

Farm Boy

Le 24 septembre 2018, la Société a conclu, par l'intermédiaire d'une filiale, une convention visant l'acquisition des activités de Farm Boy, un détaillant en alimentation constitué d'un réseau de 26 magasins situés en Ontario, pour un prix d'achat total de 800 M\$. Les exigences d'ordre réglementaire ayant été remplies, la clôture de la transaction a pu avoir lieu, le 10 décembre 2018. Farm Boy est gérée comme une entreprise distincte faisant partie d'Empire, et les co-chefs de la direction de Farm Boy, conjointement avec des membres de la haute direction de Farm Boy, ont réinvesti dans les activités poursuivies de l'entreprise un montant leur conférant une participation de 12 %.

L'acquisition de Farm Boy a permis d'ajouter 26 magasins au réseau en Ontario, et la Société a l'intention de doubler le nombre de magasins Farm Boy dans les cinq ans suivant la date d'acquisition, et ce, principalement dans la région du Grand Toronto (« RGT »).

Au 22 juin 2021, 39 magasins avaient été ouverts et étaient en exploitation. La Société a annoncé que 5 autres épiceries devraient ouvrir leurs portes au cours de l'exercice 2022, déduction faite d'une fermeture.

FreshCo

Au cours de l'exercice 2018, la Société a annoncé des plans visant à étendre le réseau de magasins à bas prix FreshCo dans l'Ouest canadien et prévoit convertir jusqu'à 25 % des 255 épiceries à gamme complète de services Safeway et Sobeys dans l'Ouest canadien en magasins à bas prix FreshCo. La Société compte avoir 40 magasins ouverts dans l'Ouest canadien d'ici la fin de l'exercice 2022.

Au 22 juin 2021, 28 magasins avaient été ouverts et étaient en exploitation. La Société a annoncé que 12 autres épiceries devraient ouvrir leurs portes au cours de l'exercice 2022.

Longo's

Le 16 mars 2021, la Société a conclu, par l'intermédiaire d'une filiale entièrement détenue, une convention visant l'acquisition de 51 % des activités de Longo's, un réseau familial d'épiceries spécialisées implanté depuis longtemps dans la RGT, ainsi que les activités de commerce électronique de Grocery Gateway, pour un prix d'achat total de 357,0 M\$. Le 4 mai 2021, après l'exercice clos le 1^{er} mai 2021, la transaction a été conclue le 10 mai 2021. La transaction a permis à 36 magasins Longo's de se joindre au réseau de la Société en pleine croissance en Ontario et à Grocery Gateway, ajoutant environ 70 000 fidèles cyberconsommateurs aux activités de commerce électronique d'Empire.

Départs volontaires

Le 29 janvier 2019, la Société a exécuté une décision en matière de main-d'œuvre qui a été rendue par un agent spécial du gouvernement de la Colombie-Britannique. La décision concernant les relations de travail établit des conditions permettant à la Société d'offrir un programme de départ volontaire aux employés de Safeway en Colombie-Britannique. Ce programme accroît la souplesse et la stabilité dont la Société a besoin pour mieux gérer les coûts de main-d'œuvre et les coûts d'exploitation.

Ratification d'une nouvelle convention collective en Alberta

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, la Société a annoncé la ratification d'une nouvelle convention collective pour les magasins Safeway de l'Alberta avec le local 401 des TUAC, le syndicat qui représente la majorité des employés de Safeway dans la province. Cette convention collective de cinq ans est concurrentielle au sein du marché albertain, ce qui place la Société sur un pied d'égalité avec la concurrence et lui procure la souplesse et la stabilité nécessaires pour mieux gérer les coûts opérationnels et de main-d'œuvre dans la province. Cette convention collective permet également de faire avancer les projets de la Société visant à étendre la bannière de magasins à bas prix FreshCo en Alberta.

Centres de distribution

Sobeys maintient l'accent sur l'amélioration continue de ses fonctions logistiques. Sobeys dispose actuellement de trois centres de distribution entièrement automatisés, qui sont situés à Terrebonne, au Québec, à Vaughan, en Ontario, et à Rocky View, en Alberta. La technologie à ces centres permet l'automatisation des systèmes de cueillette des stocks et de groupage pour améliorer la précision de la sélection des produits et la capacité d'adapter les livraisons aux magasins selon l'aménagement unique de chaque magasin.

Voilà

En janvier 2018, Sobeys a annoncé avoir conclu une entente avec Ocado, un chef de file du secteur de l'épicerie en ligne, afin de lancer l'achat en ligne de produits pouvant être récupérés dans des points de cueillette ou livrés à domicile.

Le 22 juin 2020, la Société a présenté ce que sera l'avenir de la livraison d'épicerie en ligne dans la RGT grâce à sa toute nouvelle plateforme de commerce électronique, *Voilà by Sobeys*. Voilà est exploitée grâce à la technologie avancée d'Ocado et remplit les commandes à partir de son centre de traitement des commandes automatisé situé à Vaughan, en Ontario. Des robots assemblent les commandes de manière efficace et sécuritaire, ce qui réduit au minimum la manipulation des produits, tandis que les employés de Voilà livrent les commandes directement au domicile du client.

Le centre de traitement des commandes de Vaughan, qui dessert déjà la RGT, Barrie, Kitchener, Waterloo, Guelph et Hamilton, a récemment étendu sa zone de service pour inclure Niagara, St. Catharines et Brantford. Le centre dépasse tous les objectifs de la vente au détail de produits alimentaires, et le centre obtient de solides résultats en matière de livraison dans les délais prévus et de traitement, et en matière de satisfaction et de fidélisation de la clientèle.

Au troisième trimestre de l'exercice 2021, le FPI Crombie a achevé la construction du deuxième centre de traitement des commandes Voilà à Montréal et Ocado travaille maintenant à la mise en place de la technologie interne. Le centre de traitement des commandes devrait être prêt à commencer à livrer aux clients au début de l'année civile 2022. Ce deuxième centre de traitement des commandes permettra le lancement de *Voilà par IGA* dans les grandes villes de la province de Québec.

La Société a accéléré l'exécution de ses plans relatifs au commerce électronique et prévoit avoir un total de quatre centres de traitement des commandes au Canada. Le troisième centre de traitement des commandes sera situé à Calgary et servira la majeure partie de l'Alberta. Le centre de traitement des commandes devrait commencer à livrer aux clients au cours du premier semestre de l'année civile 2023. Avec seulement quatre centres, la Société sera en mesure de servir environ 75 % des ménages canadiens, ce qui représente environ 90 % des dépenses en ligne des Canadiens.

Au cours de l'exercice 2021, la Société a lancé le service de cueillette à l'extérieur du magasin Voilà et sert désormais des clients dans 30 magasins de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Alberta. La solution retenue repose sur la technologie d'Ocado et est destinée aux clients des marchés qui ne comptent pas encore de centre de traitement des commandes ou qui ne seront pas servis par un futur centre dans leur région.

COVID-19

Les répercussions de la COVID-19 sur la Société ont commencé à se faire sentir en février 2020 : les autorités gouvernementales ont imposé des restrictions et les Canadiens ont été encouragés à mettre en pratique les mesures de santé publique, telles que rester à la maison, pratiquer la distanciation sociale, porter le masque et recevoir la vaccination. Des protocoles de désinfection accrus ont continué d'être appliqués dans les magasins et dans les centres de distribution, la demande et les habitudes de consommation des consommateurs se sont transformées, et la volatilité a augmenté sur les marchés des capitaux. La Société a réagi de façon proactive tout au long de cette période et réuni un groupe de travail interfonctionnel de préparation en cas de pandémie dont le mandat est de surveiller et d'atténuer efficacement les risques pour les employés, les clients et l'entreprise. La direction a comme priorité d'assurer la santé et la sécurité des employés, des clients et des collectivités tout en maintenant une chaîne d'approvisionnement résiliente pour répondre aux besoins des Canadiens et pour soutenir les organismes de bienfaisance. La Société continue de consacrer des sommes supplémentaires aux produits et procédures de sécurité et de désinfection afin de permettre aux clients et aux employés de se sentir protégés en magasinant ou en travaillant dans les magasins. La direction surveille de près les répercussions de la pandémie sur la vente au détail d'aliments dans le monde et continue à se fonder sur les meilleures pratiques. Pour de plus amples renseignements sur l'incidence financière de la COVID-19, se reporter au rapport de gestion annuel pour 2021 de la Société.

Enquête sur la fixation des prix des produits de boulangerie commerciale

Le Bureau de la concurrence du Canada mène actuellement une enquête sur les pratiques de certains fournisseurs et détaillants, dont la Société, en ce qui a trait à la distribution et à la vente de produits de boulangerie commerciale au Canada depuis 2001. La Société collabore sans réserve avec le Bureau de la concurrence dans ce dossier. Selon l'information disponible à l'heure actuelle, la Société ne croit pas qu'elle, ni aucun de ses employés, n'ait enfreint la *Loi sur la concurrence*.

Une action collective a été intentée contre la Société, les fournisseurs et d'autres détaillants relativement à ces allégations.

Bien que l'action collective et l'enquête du Bureau de la concurrence n'en soient qu'aux premiers stades, la Société ne croit pas, pour l'heure, qu'elles auront une incidence négative importante sur ses activités ou sa situation financière.

Placements et autres activités

FPI Crombie

La plus importante composante du secteur des placements et autres activités d'Empire consiste en sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 41,5 % (41,5 % sur une base diluée) dans le FPI Crombie. Le FPI Crombie a été créé en 2006 lors du transfert d'un portefeuille initial de propriétés de filiales d'Empire, Empire en conservant une participation importante.

Empire maintient son appui à la croissance et à la diversification géographique du FPI Crombie et, en raison du canal actif d'aménagement immobilier de Sobeys, cette dernière offre des propriétés en vente au FPI Crombie dont un grand nombre font l'objet d'une cession-bail en faveur de Sobeys à des taux de location commerciaux.

Le tableau qui suit présente les propriétés que des filiales en propriété exclusive d'Empire ont transférées au FPI Crombie au cours des trois derniers exercices :

Exercice terminé le	Nombre de propriétés		Superficie locative brute totale des propriétés vendues	Prix d'achat
	Vendues au FPI Crombie	Faisant l'objet d'une cession-bail par le FPI Crombie		
1 ^{er} mai 2021	6	6	222 000	45,3 M\$
2 mai 2020	2	1	452 000	108,6 M\$
4 mai 2019	2	1	47 000	16,2 M\$

Le FPI Crombie accède aux marchés financiers à l'occasion en vue de financer partiellement les acquisitions qu'il effectue auprès de la Société et de tiers. La Société dispose d'un droit de préemption lui permettant d'acheter des parts additionnelles émises par le FPI Crombie ou par Crombie Limited Partnership pour maintenir sa participation proportionnelle avec droit de vote dans le FPI Crombie ou dans Crombie Limited Partnership, aussi longtemps que la Société continue de détenir, directement ou indirectement, au moins 10 % des parts dans le FPI Crombie.

Aux termes ou au lieu de ce droit de préemption, la Société a effectué d'autres placements dans le FPI Crombie au cours des trois derniers exercices, lesquels sont indiqués dans le tableau qui suit :

Placements du FPI Crombie			Participation d'Empire		
Date	Titres	Montant total (compte non tenu de la participation d'Empire)	Montant	Titres	Prix par part
11 février 2020	Parts de FPI	58,5 M\$	41,5 M\$	Parts de société en commandite de catégorie B ¹⁾	16,00 \$

Note :

1) Les parts de société en commandite de catégorie B peuvent être converties en parts du FPI Crombie à raison d'une pour une.

Le FPI Crombie a instauré un régime de réinvestissement des distributions (« RRD ») selon lequel les porteurs de parts de FPI résidant au Canada peuvent choisir de faire réinvestir automatiquement leurs distributions dans des parts de FPI additionnelles. La Société a adhéré au RRD afin de maintenir sa participation économique et en termes de vote dans le FPI Crombie.

Le 11 février 2020, le FPI Crombie a conclu un placement public par voie de prise ferme visant l'émission de parts au prix de 16,00 \$ chacune, pour un produit global de 100,0 M\$. Parallèlement à ce placement, une filiale entièrement détenue par la Société a acquis, dans le cadre d'un placement privé, des parts de société en commandite de catégorie B totalisant 41,5 M\$.

Le 19 mai 2021, après l'exercice clos le 1^{er} mai 2021, le FPI Crombie a annoncé qu'il avait conclu un placement public par voie de prise ferme dans le cadre duquel il a émis des parts au prix de 16,60 \$ chacune, pour un produit total de 100,0 M\$. Parallèlement au placement public, une filiale entièrement détenue par la Société a acquis, dans le cadre d'un placement privé, des parts de société en commandite de catégorie B totalisant 41,5 M\$.

L'effet cumulatif des changements apportés au capital du FPI Crombie au cours des trois dernières années, ce qui inclut les placements et les conversions de débentures convertibles, s'est traduit par une diminution de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence d'Empire dans le FPI Crombie, qui est passée de 41,5 % (40,3 % sur une base diluée) à la fin de l'exercice 2018 à 41,5 % (41,5 % sur une base diluée) au 1^{er} mai 2021.

Genstar

Les placements et autres activités incluent les participations de la Société dans Genstar qui sont comptabilisées selon la mise en équivalence. Au cours des trois derniers exercices, la Société n'a pas effectué de placement additionnel dans Genstar.

Acquisitions significatives

Empire n'a fait aucune acquisition au cours du dernier exercice qui a nécessité le dépôt d'une déclaration d'acquisition d'entreprise.

GESTION DU RISQUE

En raison de ses entreprises d'exploitation et de ses participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, Empire est exposée, dans le cours normal de ses activités, à un certain nombre de risques qui pourraient avoir des répercussions sur sa performance d'exploitation. Dans le but d'atteindre et de conserver un rendement commercial supérieur, la Société a implanté un programme de gestion du risque d'entreprise (« GRE »).

Dans le cadre du processus de GRE, la Société identifie, évalue, gère et documente les principaux risques auxquels elle est exposée et pouvant influencer sur ses objectifs. Les risques sont classés par ordre de priorité et chacun est attribué à un responsable de la direction. En outre, des procédés ont été mis en place pour faciliter une surveillance efficace en établissant des énoncés de tolérance au risque, des indicateurs des principaux risques, des plans d'action et des tableaux de bord pour les principaux risques recensés. Les principaux risques ont été et continuent d'être traités lors des échanges se rapportant aux aspects commerciaux et stratégiques qui ont lieu pendant les réunions du conseil ou des comités. Chaque année, la haute direction de la Société fait une évaluation régulière de son efficacité en ce qui a trait à la gestion des risques existants et connus, tout en cherchant à repérer les nouveaux risques et les risques émergents.

Pandémie de COVID-19

La Société a mis sur pied un groupe de travail ayant pour mandat de surveiller et d'évaluer les répercussions de la pandémie de COVID-19. Le groupe de travail a mis en place une structure et des protocoles de gouvernance dès le début de la pandémie, qui ont été maintenus tout au long de l'exercice 2021 afin de s'assurer que l'entreprise puisse poursuivre ses activités dans le respect des directives établies par les gouvernements locaux, provinciaux et fédéral. La priorité absolue de la direction demeure la santé et le bien-être des employés, des clients et de la collectivité en prévenant les éclosions dans les magasins, les entrepôts et les bureaux. Les risques stratégiques supplémentaires, notamment la disponibilité de la main-d'œuvre par suite d'un absentéisme causé par la pandémie ainsi que la continuité de l'approvisionnement en biens destinés à la revente et en matériel nécessaire en temps de pandémie, comme l'équipement de protection individuelle et les fournitures de désinfection, ont été atténués afin de permettre l'exploitation continue de l'entreprise. La Société continue de suivre ces risques en constante évolution. Alors que la pandémie se poursuit, l'incertitude demeure quant aux effets à long terme sur le prix des produits de base et à une éventuelle inflation des prix de détail.

Concurrence

Le secteur de la vente au détail de produits alimentaires d'Empire, par l'entremise de Sobeys, évolue dans un marché dynamique et concurrentiel. D'autres sociétés de distribution alimentaire nationales et régionales, de même que des concurrents non traditionnels, tels que les magasins à très grande surface, les clubs-entrepôts et les détaillants de vente en ligne, représentent un risque concurrentiel pour Sobeys et pourraient nuire à sa capacité d'attirer des clients et de rentabiliser ses activités sur ses marchés.

Sobeys maintient une forte présence à l'échelle nationale dans l'industrie canadienne de la vente au détail et de la distribution de produits alimentaires en exerçant ses activités dans plus de 900 collectivités au Canada. L'éventualité d'une diminution des ventes et des marges bénéficiaires découlant d'une concurrence accrue constitue un grand risque d'exploitation pour Sobeys. Si Sobeys ne parvenait pas à conserver une diversification géographique afin de réduire les incidences de la concurrence locale, cela pourrait nuire à ses marges bénéficiaires et à ses résultats d'exploitation. Sobeys est d'avis que, pour demeurer concurrentielle, elle doit être axée sur la clientèle et le marché, viser une exécution supérieure et s'appuyer sur des activités efficaces et rentables. Elle est également d'avis qu'elle doit investir dans son réseau actuel de magasins et de commerce électronique, ainsi que dans le merchandising, la commercialisation et la mise en œuvre opérationnelle afin de mettre au point sa plateforme stratégique qui vise à mieux répondre aux besoins des clients qui recherchent de meilleures options en matière de produits alimentaires. La Société renouvelle les stratégies de marque pour continuer de répondre aux besoins des clients. L'incapacité à mettre en œuvre une stratégie donnée de marketing et de marque, y compris à évaluer les objectifs stratégiques et à bénéficier de personnes, de processus et de systèmes pour exécuter la stratégie, pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société. La consolidation des concurrents au sein du secteur pourrait également se traduire par une concurrence accrue et une perte de parts de marché. La Société croit également qu'elle doit investir dans des initiatives de mise en marché afin de mieux prévoir l'évolution des besoins des consommateurs et de bien y répondre. L'incapacité d'atteindre tous les objectifs précités pourrait nuire aux résultats financiers de Sobeys.

Les activités de mise en valeur immobilière d'Empire, par l'entremise de sa participation dans le FPI Crombie, font concurrence à de nombreux autres gestionnaires et propriétaires immobiliers dans leur quête de locataires et de nouveaux immeubles à acquérir. L'existence de tels concurrents risque de nuire à leur capacité à : i) acquérir un immeuble en conformité avec leurs critères en matière d'investissement; ii) louer les locaux de leurs immeubles; et iii) optimiser les loyers facturés et réduire le nombre de concessions accordées. Les produits tirés des immeubles commerciaux reposent aussi sur les ententes de reconduction avec les principaux locataires. Ces facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers et les flux de trésorerie. Si le FPI Crombie ne parvenait pas à entretenir des relations stratégiques avec des promoteurs afin d'assurer un approvisionnement adéquat en immeubles attrayants ou à entretenir des relations stratégiques avec les locataires existants et futurs afin de contribuer à assurer des niveaux d'occupation élevés dans chacun de ses immeubles, cela pourrait entraîner des incidences défavorables pour la Société.

Gestion de l'information, cybersécurité et protection des données

L'intégrité, la fiabilité et la sécurité de l'information sous toutes ses formes sont fondamentales pour ce qui est des activités quotidiennes et stratégiques de la Société. Des données inexactes, incomplètes ou non disponibles ou encore une intrusion par des tiers dans les systèmes d'information ou un accès inapproprié à l'information pourraient entraîner des erreurs en matière de présentation de l'information financière ou de celle liée aux activités d'exploitation, de mauvaises décisions, une violation de la vie privée, la communication d'informations inadéquates, la fuite d'informations sensibles ou encore des interruptions des systèmes. La cueillette et l'analyse de l'information sur les préférences d'achat des clients constituent une importante partie de la stratégie de la Société visant à attirer et à fidéliser les clients, ainsi qu'à se démarquer efficacement de la concurrence. En outre, des données personnelles sensibles sur la santé des clients sont recueillies pour permettre l'offre de services de pharmacie et de soins de santé à domicile. Toute incapacité de maintenir la protection des renseignements personnels des clients ou de respecter les lois ou règlements applicables en matière de protection des renseignements personnels pourrait nuire à la réputation, à la position concurrentielle et aux résultats d'exploitation de la Société.

La Société reconnaît que l'information constitue un atout essentiel de l'entreprise. À l'heure actuelle, le risque lié à la gestion de l'information est géré au moyen d'une approche de sécurité à plusieurs niveaux mettant en jeu des contrôles, des politiques, des normes et des procédures en matière de sécurité d'accès basés sur des outils informatiques cybernétiques, le développement de systèmes, la gestion du changement ainsi que la gestion des problèmes et des incidents.

Technologie

La Société exploite des systèmes élaborés et complexes de technologies de l'information qui s'avèrent indispensables au succès de l'exploitation de son entreprise et à celui de ses stratégies de mise en marché. Toute interruption de ces systèmes ou de l'information qu'ils recueillent nuirait considérablement à la Société, à ses activités d'exploitation et à ses résultats financiers. La Société s'est engagée à améliorer ses propres systèmes d'exploitation, outils et méthodes afin d'accroître leur efficacité et leur efficacité. La mise en œuvre de projets majeurs en matière de technologies de l'information comporte des risques variés, y compris le risque lié à la réalisation des fonctionnalités.

Salubrité des produits et sécurité

Sobeys est exposée à des responsabilités éventuelles liées à ses activités d'exploitation, notamment les responsabilités éventuelles et les dépenses associées aux défauts d'un produit, à la salubrité alimentaire, à la manutention des produits ainsi qu'à la distribution de produits pharmaceutiques et à la prestation de services connexes. Ces responsabilités peuvent survenir au moment de l'entreposage, de la distribution, de l'étalage ou de la vente des produits et, en ce qui concerne les produits de marque maison Sobeys, au moment de la production, de l'emballage et de la conception des produits.

Une grande partie des ventes de Sobeys proviennent de la vente de produits alimentaires et pharmaceutiques, et Sobeys court un risque en cas d'épidémie importante d'intoxications alimentaires ou lorsque certains produits alimentaires ou pharmaceutiques suscitent de vives inquiétudes chez les consommateurs qui craignent pour leur santé. Un tel événement pourrait toucher la performance financière de Sobeys de façon importante. Des procédures sont en place pour gérer les crises alimentaires et pharmaceutiques éventuelles. Elles visent à recenser les risques, à fournir des informations claires aux salariés et aux consommateurs et à assurer que les produits éventuellement nocifs sont immédiatement retirés de la vente.

Sobeys a en place des méthodes et des programmes de salubrité alimentaire qui portent sur des normes de manutention et de préparation sécuritaires des aliments. De même, la Société respecte à la lettre les normes et règlements pharmaceutiques provinciaux. À cet égard, elle a mis en place de rigoureuses politiques et procédures internes visant à atténuer les risques ainsi qu'un vaste système de signalement et de suivi permettant de gérer rapidement les éventuels incidents et d'en limiter la portée. Toutefois, rien ne garantit que ces mesures empêcheront qu'une contamination de produits ou un incident de sécurité aient lieu.

Interruption dans la chaîne d'approvisionnement compte tenu de l'incidence du changement climatique

La Société pourrait être confrontée à une interruption dans sa chaîne d'approvisionnement ou à des erreurs qui risqueraient d'entraîner la présence de marchandises obsolètes ou une pénurie ou un excédent d'articles dans son réseau de magasins de vente au détail. La chaîne de distribution et d'approvisionnement de la Société pourrait subir l'incidence négative d'une dépendance excessive envers les principaux fournisseurs, du regroupement des installations, de perturbations dues à des conditions météorologiques violentes, de catastrophes naturelles, d'une interruption liée au changement climatique ou d'autres événements catastrophiques et de l'incapacité à gérer les coûts et les stocks. L'incapacité de développer de nouveaux produits concurrentiels, de livrer des produits de haute qualité et d'instaurer et de maintenir des pratiques efficaces de sélection des fournisseurs et d'approvisionnement pourrait nuire à la capacité de Sobeys à offrir les produits souhaités aux clients et entraver sa capacité d'attirer et de fidéliser les clients, ce qui réduirait ainsi son avantage concurrentiel. Si la Société ne parvient pas à maintenir une chaîne d'approvisionnement et des infrastructures logistiques efficaces, sa capacité de soutenir et d'atteindre les objectifs de croissance ainsi que de maintenir les marges pourrait se trouver compromise.

Continuité des activités

La Société pourrait être touchée par un événement imprévu ou critique ou une catastrophe naturelle, y compris les phénomènes météorologiques violents, une interruption des services publics et des infrastructures ou le déclenchement de pandémies, qui risquent d'interrompre soudainement ou complètement ses activités courantes. La Société a élaboré un cadre de gestion intégré de la continuité des activités, qui comprend un plan de crise exhaustif. La Société se prépare actuellement à de futures vagues de COVID-19 ainsi qu'à toute autre pandémie qui pourrait survenir. Toutefois, aucun de ces plans ne peut éliminer les risques associés à des événements de cette ampleur. Toute omission de répondre efficacement ou de façon appropriée à de tels événements pourrait nuire à l'exploitation, à la réputation et aux résultats financiers de la Société.

Stratégies pour attirer et fidéliser les talents

Un leadership efficace est très important pour la croissance de la Société et sa réussite durable. La Société élabore et offre des programmes de formation à tous les niveaux dans toutes ses régions d'exploitation afin d'améliorer les connaissances des salariés et de mieux servir ses clients. L'incapacité de la Société à attirer, à perfectionner et à fidéliser ses salariés de façon appropriée et à gérer et à suivre leur rendement pourrait avoir une incidence sur la motivation de ces derniers, sa réputation et son rendement futur.

Il existe toujours un risque lié à la perte de membres clés du personnel. Les plans de relève ont été établis pour les principaux postes, y compris sur le niveau de talent de la direction dans l'ensemble de la Société et de ses filiales, et ces plans sont revus par le comité des ressources humaines et examinés au moins chaque année par le conseil d'administration.

Relations avec les franchisés et les sociétés affiliées

La réussite d'Empire est étroitement liée à la performance du réseau des magasins de vente au détail de Sobeys. Les franchisés et marchands affiliés exploitent environ 53 % des magasins de vente au détail de Sobeys. Sobeys compte sur la direction des franchisés et marchands affiliés et sur celle de ses propres magasins pour exécuter avec succès les stratégies et les programmes de vente au détail.

En guise de contrôle des marques de Sobeys, de la qualité et de la gamme des produits et services offerts dans les magasins de Sobeys, chaque franchisé et marchand affilié convient de s'approvisionner auprès de Sobeys. En outre, chaque magasin convient de se conformer aux politiques, aux plans de commercialisation et aux normes d'exploitation prescrits par Sobeys. Ces obligations sont précisées dans les conventions de franchisage et d'exploitation qui prennent fin à divers moments pour chaque franchisé et marchand affilié. Malgré ces conventions de franchisage et d'exploitation, Sobeys peut avoir une capacité limitée de contrôler l'exploitation commerciale d'un franchisé ou d'un marchand affilié. Une violation de ces conventions de franchisage et d'exploitation ou une défaillance d'exploitation par un nombre élevé de franchisés ou de marchands affiliés pourraient nuire à la réputation et à la performance financière de Sobeys.

Relations avec les syndicats

Une partie importante des membres du personnel des magasins et des centres de distribution de la Société, particulièrement dans l'Ouest canadien, sont syndiqués. Bien que la Société s'efforce toujours de maintenir de bonnes relations avec ses salariés et les syndicats et qu'elle ait globalement réussi à le faire, la renégociation de conventions collectives pose toujours un risque d'interruptions de travail. La Société a toujours affirmé qu'elle accepterait de payer les coûts à court terme d'une interruption de travail afin d'appuyer son engagement de bâtir et de maintenir une structure de coûts qui soit concurrentielle à long terme. Tout arrêt de travail prolongé ou généralisé ou tout autre conflit de travail pourrait nuire aux résultats financiers de la Société.

Environnement

La Société exploite ses emplacements commerciaux à l'échelle du pays, y compris des magasins, des centres de distribution et des postes d'essence, et elle est assujettie aux risques environnementaux qui pourraient découler d'une contamination de ces biens ou installations. Les postes d'essence au détail de Sobeys comportent des réservoirs souterrains. Des fuites ou des dommages à ces réservoirs pourraient provoquer une contamination environnementale. Pour atténuer ce risque environnemental, Sobeys met en œuvre plusieurs méthodes de surveillance ainsi que des activités d'évaluation des risques afin d'atténuer les dangers vis-à-vis de l'environnement. La Société exploite également du matériel de réfrigération dans ses magasins et ses centres de distribution. Ces systèmes contiennent des gaz réfrigérants qui pourraient être libérés en cas de défaillance ou de fuite.

Lorsque des problèmes environnementaux sont décelés, les remises en état environnementales nécessaires sont effectuées à l'aide des ressources internes et externes appropriées et qualifiées. La Société pourrait devoir assumer tous les coûts associés à de tels travaux de remise en état, et ces coûts pourraient être élevés. L'incapacité à gérer correctement l'un de ces risques environnementaux pourrait nuire à la réputation, aux activités ou à la performance financière de la Société.

La Société est soumise à des lois qui imposent des responsabilités aux détaillants à l'égard des coûts liés au recyclage et à l'élimination des emballages de biens de consommation et du matériel imprimé distribué aux consommateurs. Il existe un risque que la Société subisse une augmentation des coûts liés à ces lois.

Contexte économique

La direction continue de surveiller étroitement la conjoncture économique, y compris les taux de change, les taux d'intérêt, l'inflation, les taux d'emploi et les marchés financiers. De l'avis de la direction, bien que le fléchissement de l'économie ait une incidence sur toutes les entreprises et tous les secteurs d'activité, la structure d'exploitation et la structure du capital de la Société sont suffisantes pour répondre à ses besoins commerciaux continus.

Lois et règlements relatifs aux médicaments et réforme des soins de santé

La Société exploite actuellement 350 pharmacies en magasin et 73 pharmacies autonomes qui sont assujetties aux lois fédérales, provinciales, territoriales et locales ainsi qu'aux règlements régissant la vente de médicaments d'ordonnance. Toute modification aux modèles de remboursement des médicaments d'ordonnance, y compris la possible mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments, ou violation de ces lois et règlements, pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers, l'exploitation et la réputation de la Société. Ces lois et règlements régissent habituellement la couverture des médicaments d'ordonnance par les régimes d'assurance publics, notamment l'admissibilité des patients et des produits ainsi que certains critères de fixation des prix et de remboursement des médicaments, tels que le coût du produit, la marge sur le coût de revient, les honoraires du pharmacien, les déductions de distribution et, dans certaines provinces, la capacité à négocier la ristourne du fabricant. Les lois de certaines provinces exigent que le prix de vente des médicaments d'ordonnance assumé par les régimes d'assurance privés et les clients qui paient eux-mêmes ne dépasse pas le prix établi pour le régime d'assurance-médicaments provincial. En plus du remboursement des médicaments, ces lois et règlements en régissent l'homologation et la distribution, l'emballage et l'étiquetage autorisés, la commercialisation, la manutention, le stockage et l'élimination.

Les gouvernements provinciaux et les régimes d'assurance privés continuent à mettre en œuvre des mesures de gestion des coûts d'assurance-médicaments, dont l'incidence varie selon la province et le régime. Le Conseil de la fédération, une mission conjointe de collaboration créée par les premiers ministres provinciaux, poursuit ses initiatives de réduction des coûts dans le secteur pharmaceutique, dont un bon nombre sont également appliquées au secteur privé. Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (« CEPMB ») protège et informe les consommateurs canadiens en réglementant les prix des médicaments brevetés vendus au Canada et en communiquant de l'information sur les tendances pharmaceutiques. Le CEPMB est un organisme quasi judiciaire qui fait partie du portefeuille de la santé et qui est indépendant du ministre de la Santé. La date d'entrée en vigueur du Règlement sur les médicaments brevetés modifié a été reportée et les Lignes directrices du CEPMB mises à jour entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2021. Compte tenu de l'évolution de la pandémie de COVID-19, la date d'entrée en vigueur de l'évaluation de la conformité au prix courant maximal des médicaments bénéficiant de droits acquis et des médicaments de transition sera le 1^{er} juillet 2022. Cette compression des prix des produits pharmaceutiques exercera une pression sur le financement des pharmacies et sur leurs modèles d'exploitation, et on s'attend à ce que la réforme et la réglementation des soins de santé continuent d'exercer des pressions sur le remboursement des médicaments en modifiant l'admissibilité des patients et des médicaments, le prix des médicaments d'ordonnance, dont le coût du produit, les honoraires du pharmacien, la marge bénéficiaire admissible, le financement de la ristourne du fabricant et la distribution, ainsi que les éventuelles restrictions concernant les avantages incitatifs offerts aux clients et le recours répandu à des fournisseurs de prédilection. La Société a cerné de nouvelles façons d'atténuer l'incidence défavorable de ces changements sur ses résultats financiers et continuera de le faire.

Éthique et déontologie

Toute violation des politiques de la Société, des lois ou des pratiques commerciales éthiques risque d'entacher sérieusement la réputation de la Société et de nuire considérablement à sa performance financière. Dans le cadre de sa gestion des codes de conduite, la Société s'est dotée d'un code de déontologie et de conduite professionnelle que les administrateurs et les membres du personnel doivent respecter et auquel ils doivent adhérer régulièrement. La Société a aussi mis à la disposition du personnel un numéro d'urgence pour dénoncer, de manière anonyme et confidentielle, toute irrégularité. Rien ne garantit que ces mesures seront efficaces pour empêcher les violations de la loi ou des pratiques commerciales non éthiques.

Société

Les mouvements de réforme sociale sensibilisent le public au moyen de manifestations ou de campagnes médiatiques. Les questions qui touchent les activités de la Société comprennent, sans s'y limiter, la diversité, le bien-être animal, l'approvisionnement local et responsable, l'étiquetage nutritionnel et les droits humains. La supervision des stratégies en matière de société et de la gestion des différents enjeux incombe au comité de direction et au conseil d'administration. L'inaction ou encore une action inefficace sur les questions de réforme sociale pourrait nuire à la réputation ou à la performance financière de la Société.

Santé et sécurité au travail

La Société a élaboré des programmes afin de promouvoir un lieu de travail sain et sécuritaire, ainsi que des politiques d'emploi progressives axées sur le mieux-être des milliers de membres du personnel qui travaillent dans ses magasins, ses centres de distribution et ses bureaux. Ces politiques et programmes sont révisés régulièrement par le comité des ressources humaines du conseil d'administration.

Immobilier

La Société fait appel à une méthode d'attribution des dépenses d'investissement axée sur l'obtention des emplacements immobiliers les plus attrayants pour ses magasins de détail, ainsi que pour ses activités d'aménagement d'immeubles commerciaux et résidentiels, la propriété directe ou indirecte de la Société étant une considération importante, sans toutefois être primordiale. La Société aménage certains magasins de détail sur ses propres emplacements; cependant, l'aménagement de ses magasins est en majorité réalisé conjointement avec des promoteurs externes. La disponibilité de nouveaux emplacements de magasins à potentiel élevé et la capacité d'agrandissement des magasins existants dépendent donc en grande partie de la négociation fructueuse des contrats de location simple avec ces promoteurs et de la capacité de la Société à acheter ces emplacements.

Programme de fidélisation

La Société utilise un programme de fidélisation offert par un tiers afin d'offrir une valeur ajoutée aux clients. Les décisions prises par ce tiers peuvent nuire à la réputation et à la performance financière de la Société. Les activités promotionnelles et autres activités liées aux éventuels changements des programmes de fidélisation doivent être gérées et coordonnées efficacement afin de préserver une image positive pour les clients, sans quoi, la réputation de la Société pourrait être entachée.

Coûts des produits

Sobeys est un important acheteur de produits alimentaires, lesquels peuvent être soumis aux risques du coût de l'inflation découlant de la hausse du prix des marchandises et d'autres coûts de production engagés par les fabricants de produits alimentaires. Dans l'éventualité d'une augmentation des prix des produits qui excéderait les prévisions et également dans l'éventualité où Sobeys ne pourrait contrebalancer une telle inflation des coûts par une augmentation des prix de détail ou par d'autres économies de coûts, cela pourrait se traduire par des conséquences défavorables sur les ventes et les marges.

Libre-échange

La Société est exposée aux risques découlant des relations commerciales entre le Canada et d'autres pays, notamment les États-Unis. Toute modification des accords et des tarifs commerciaux entre le Canada et les autres pays pourrait se traduire par une augmentation des coûts de certains produits, et des articles pourraient devenir indisponibles, ce qui aurait une incidence défavorable sur l'expérience client. La Société pourrait atténuer ces risques dans une certaine mesure en faisant appel à d'autres fournisseurs; cependant, le commerce international est de nature imprévisible et elle pourrait ne pas être capable d'atténuer la totalité de l'incidence défavorable des modifications des accords et des tarifs commerciaux.

Risque de liquidité

Les activités de la Société reposent en partie sur un accès à des capitaux et à des ressources financières d'un montant suffisant pour le financement de ses activités de croissance et d'investissement dans son exploitation. Si la Société ne parvient pas à maintenir des ressources financières adéquates, sa croissance ou sa capacité de respecter ses obligations financières à l'échéance pourrait s'en trouver entravée. La Société conserve en bonne et due forme des facilités de crédit consenties pour s'assurer d'avoir les fonds nécessaires afin de remplir ses obligations financières actuelles et futures prévisibles. La Société surveille les marchés financiers ainsi que les conditions économiques connexes et maintient l'accès aux marchés financiers pour des dettes à long terme comportant des échéances plus longues, si l'on juge que c'est prudent, afin d'atténuer les risques et d'optimiser l'établissement des prix. Cependant, rien ne garantit que des ressources en capital adéquates seront disponibles à l'avenir ni, dans l'affirmative, qu'elles le seront à des conditions acceptables.

Fluctuation des taux d'intérêt

L'objectif de la Société relativement à sa dette à long terme est de maintenir la plus grande partie de sa dette à long terme à taux fixe. Toute augmentation des taux d'intérêt applicables augmenterait la charge d'intérêts et aurait une incidence défavorable importante sur les flux de trésorerie et les résultats d'exploitation de la Société. Rien ne garantit que les stratégies de gestion des risques mises en œuvre, le cas échéant, par la Société seront efficaces.

Prix des services publics et du carburant

La Société consomme beaucoup d'électricité, d'autres services publics et du carburant, lesquels ont été soumis à une volatilité considérable. Des hausses imprévues du coût de ces produits et services pourraient nuire à la performance financière de la Société. Si celle-ci ne parvient pas à maintenir des programmes de consommation et d'approvisionnement efficaces, ses résultats financiers pourraient s'en trouver compromis. De plus, Sobeys exploite un nombre élevé de postes d'essence. Des hausses marquées des prix de gros ou de la disponibilité pourraient nuire aux activités d'exploitation et aux résultats financiers relatifs à la vente de carburant.

Questions d'ordre juridique, fiscal et comptable

Les modifications apportées aux lois, aux règles et aux règlements fédéraux et provinciaux liés aux activités de la Société pourraient avoir une incidence importante sur les résultats financiers de celle-ci. La conformité avec toute modification proposée pourrait également entraîner des coûts importants pour la Société. Le non respect des lois, des règles et des règlements divers peut exposer la Société à des poursuites qui pourraient avoir une grave incidence sur sa performance.

De façon similaire, la réglementation fiscale et les prises de position comptables peuvent être modifiées dans un sens qui pourrait nuire à la Société. Celle-ci atténue le risque de non-respect des lois, règles et règlements divers en surveillant les nouvelles activités adoptées, en améliorant les systèmes et les contrôles informatiques, en optimisant les contrôles internes afin de repérer et de prévenir les erreurs et, de façon générale, en examinant attentivement sa conformité avec les lois, règles et règlements. Dans le cours normal de ses activités, la Société fait régulièrement l'objet d'audits menés par les autorités fiscales. Bien qu'elle estime que ses déclarations fiscales sont appropriées et justifiables, certains éléments peuvent, de temps à autre, faire l'objet d'une révision et d'une contestation par les autorités fiscales.

Notation du crédit

Rien ne garantit que les notations du crédit attribuées aux divers instruments d'emprunt émis par Sobeys demeureront en vigueur pendant une période donnée, ni que les notations ne seront pas abaissées, retirées ou révisées par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») ou Standard & Poor's (« S&P ») à quelque moment que ce soit. Les changements réels ou prévus dans les notations du crédit de Sobeys peuvent avoir des conséquences sur le coût auquel Sobeys peut accéder aux marchés financiers. La probabilité que les créanciers de Sobeys reçoivent les paiements qui leur sont dus dépendra de la santé financière et de la solvabilité de Sobeys. Les notations du crédit attribuées par une agence de notation fournissent un avis de cette agence de notation sur le risque qu'un émetteur ne puisse respecter ses obligations financières conformément aux modalités aux termes desquelles une obligation a été émise. L'obtention d'une notation du crédit ne donne aucune garantie quant à la solvabilité future de Sobeys.

Répartition du capital

Il importe de veiller à ce que les décisions en matière de répartition du capital donnent lieu à un rendement approprié du capital. La Société a mis en place un certain nombre de stratégies d'atténuation du risque bien définies concernant la répartition du capital, y compris un examen par le conseil d'administration des décisions importantes à l'égard de la répartition du capital.

Risque de change

La Société conclut la plus grande partie de ses activités en dollars canadiens, et son risque de change est limité surtout aux fluctuations du taux de change entre le dollar canadien, l'euro, la livre sterling et le dollar américain. Les achats de produits en dollars américains représentent environ 4,2 % du total des achats annuels de Sobeys. Les achats en euros et en livres sterling sont essentiellement limités à des contrats particuliers pour des dépenses d'investissement. Si la Société ne parvient pas à gérer adéquatement le risque lié aux changements des taux de change, ses résultats financiers pourraient en souffrir.

Régimes de retraite

La Société a certaines obligations au titre de ses régimes de retraite enregistrés à prestations définies. Les nouveaux règlements et les fluctuations commandées par le marché pourraient obliger la Société à verser ultérieurement des cotisations qui pourraient se révéler différentes des estimations, ce qui pourrait nuire à la performance financière de la Société.

La Société participe à divers régimes de retraite interentreprises offrant des prestations de retraite au personnel syndiqué conformément aux dispositions des conventions collectives. Environ 12 % du personnel de Sobeys et de ses franchisés et marchands affiliés participent à ces régimes. La responsabilité de Sobeys et de ses franchisés et marchands affiliés en matière de cotisations à verser à ces régimes se limite aux montants établis dans les conventions collectives et autres conventions connexes. Toutefois, un piètre rendement dans ces régimes pourrait avoir une incidence négative sur le personnel participant à ces régimes ou pourrait entraîner des modifications aux modalités de participation à ces régimes, ce qui pourrait, en retour, nuire à la performance financière de la Société.

Risque lié à l'endettement

Le degré d'endettement de la Société pourrait nuire à la Société, y compris limiter sa capacité d'obtenir du financement additionnel pour le fonds de roulement et des activités comme les dépenses d'investissement, le développement des produits, les besoins au titre du service de la dette et les acquisitions. Une augmentation de l'endettement restreint la souplesse et le pouvoir discrétionnaire de la Société quant à l'exercice de ses activités en limitant sa capacité de déclarer des dividendes étant donné que cela la force à consacrer une partie de ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation au paiement de l'intérêt sur sa dette existante. L'utilisation des flux de trésorerie aux fins de paiement des intérêts limite également la disponibilité du capital à d'autres fins, y compris les activités d'exploitation, les dépenses d'investissement et d'autres occasions commerciales futures. Une augmentation du niveau d'endettement soumet la Société à des charges d'intérêts accrues sur les emprunts à taux variable, ce qui limite par conséquent sa capacité à s'adapter à l'évolution de la conjoncture du marché. Cela pourrait désavantager la Société par rapport à ses concurrents qui sont moins endettés en la rendant plus vulnérable lors de ralentissements de la conjoncture économique générale et en limitant sa capacité d'effectuer les dépenses d'investissement qui sont importantes pour sa croissance et ses stratégies.

Assurance

Empire et ses filiales sont autoassurées de manière limitée contre certains risques d'exploitation et elles souscrivent aussi des contrats d'assurance de risques successifs auprès de tierces sociétés d'assurance financièrement stables. Outre les programmes exhaustifs de prévention des pertes, la Société maintient des programmes de gestion visant à atténuer les répercussions financières des risques d'exploitation. Ces programmes peuvent ne pas être efficaces pour limiter l'exposition de la Société à de tels risques et, dans la mesure où celle-ci est autoassurée ou dans la mesure où la responsabilité dépasse les limites d'assurance applicables, la situation financière de la Société pourrait se trouver compromise.

DIVIDENDES

La déclaration et le versement de dividendes sont à la discrétion du conseil d'administration.

Empire n'a connaissance d'aucune restriction qui pourrait l'empêcher de verser des dividendes.

Au cours de l'exercice 2021, la Société a versé des dividendes chiffrés à 139,4 M\$ (0,52 \$ par action) aux porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote et d'actions ordinaires de catégorie B, comparativement à 129,7 M\$ (0,48 \$ par action) au cours de l'exercice 2020.

Empire n'a aucune politique établie relativement au versement de dividendes sur ses actions de catégorie A sans droit de vote ou sur ses actions ordinaires de catégorie B. Empire a versé des dividendes sur ses actions en circulation durant les périodes indiquées ci-dessous :

	Taux de dividende annuel		
	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
Actions de catégorie A sans droit de vote	0,52 \$	0,48 \$	0,44 \$
Actions ordinaires de catégorie B	0,52 \$	0,48 \$	0,44 \$

STRUCTURE DU CAPITAL

Capital-actions

Au 1^{er} mai 2021, le capital-actions de la Société s'établissait comme suit :

Actions autorisées	Nombre d'actions		
	1^{er} mai 2021	2 mai 2020	
Actions privilégiées de 2002, valeur nominale de 25 \$ chacune, à émettre en séries	991 980 000	991 980 000	
Actions de catégorie A sans droit de vote, sans valeur nominale	760 984 006	765 108 266	
Actions ordinaires de catégorie B avec droit de vote, sans valeur nominale	122 400 000	122 400 000	
Actions émises et en circulation (en millions de dollars)	Nombre d'actions	1^{er} mai 2021	2 mai 2020
Actions de catégorie A sans droit de vote, sans valeur nominale	167 323 301	1 963,4 \$	2 009,1 \$
Actions ordinaires de catégorie B avec droit de vote, sans valeur nominale	98 138 079	7,3	7,3
Actions détenues en fiducie	(46 512)	(0,9)	(3,2)
Total		1 969,8 \$	2 013,2 \$

Le tableau qui suit présente le capital-actions de la Société au 1^{er} mai 2021, par rapport à l'exercice précédent :

(nombre d'actions)	Exercices de 52 semaines clos les	
	1^{er} mai 2021	2 mai 2020
Actions de catégorie A sans droit de vote		
Émises et en circulation à l'ouverture	170 971 038	173 661 495
Émises au cours de l'exercice	476 523	307 126
Rachetées aux fins d'annulation	(4 124 260)	(2 997 583)
Émises et en circulation à la clôture	167 323 301	170 971 038
Actions détenues en fiducie à l'ouverture	(163 497)	(271 968)
Émises aux fins du règlement des régimes réglés en instruments de capitaux propres	117 809	109 620
Achetées aux fins du règlement futur des régimes réglés en instruments de capitaux propres	(824)	(1 149)
Actions détenues en fiducie à la clôture	(46 512)	(163 497)
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, à la clôture	167 276 789	170 807 541
Actions ordinaires de catégorie B		
Émises et en circulation à l'ouverture et à la clôture de l'exercice	98 138 079	98 138 079

Durant l'exercice 2021, 1 196 129 options (1 115 115 options en 2020) ont été exercées, occasionnant l'émission de 476 523 actions de catégorie A sans droit de vote (307 126 actions de catégorie A sans droit de vote en 2020).

Les 4 361 032 options d'achat d'actions en circulation à la fin de l'exercice terminé le 1^{er} mai 2021 (4 685 664 options d'achat d'actions le 2 mai 2020) représentent 1,6 % (1,7 % le 2 mai 2020) des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires de catégorie B en circulation.

La Société a établi un fonds fiduciaire afin de faciliter l'achat d'actions de catégorie A sans droit de vote destinées au règlement éventuel d'unités acquises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres de la Société. Les cotisations au fonds fiduciaire et les actions de catégorie A sans droit de vote achetées sont détenues par Société de fiducie AST (Canada) qui agit à titre de fiduciaire. Le fonds fiduciaire est une entité structurée et, par conséquent, les comptes du fonds fiduciaire sont inclus dans les états financiers consolidés de la Société. Le tableau qui suit présente l'activité liée aux actions détenues en fiducie, comptabilisées au coût :

Actions détenues en fiducie	Nombre d'actions	1^{er} mai 2021	2 mai 2020
Solde à l'ouverture	163 497	3,2 \$	5,3 \$
Acquises	824	-	-
Émises	(117 809)	(2,3)	(2,1)
Solde à la clôture	46 512	0,9 \$	3,2 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 18 juin 2020, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en déposant, auprès de la Bourse de Toronto (la « TSX »), un avis d'intention visant le rachat aux fins d'annulation d'un maximum de 5,0 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 3,0 % des actions de catégorie A sans droit de vote en circulation. Les rachats seront effectués par l'intermédiaire de la TSX ou de tout autre système de négociation admissible. Le prix que paiera Empire pour ces actions correspondra au prix en vigueur sur le marché au moment de l'acquisition. Les rachats pouvaient commencer le 1^{er} juillet 2020 et doivent se terminer au plus tard le 1^{er} juillet 2021.

Le 19 avril 2021, la Société a augmenté la taille de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités actuelle en déposant un avis d'intention modifié auprès de la TSX. La modification augmente le nombre d'actions de catégorie A sans droit de vote que la Société a l'intention de racheter aux fins d'annulation pour le porter à 8 548 551, ce qui représente 5,0 % des actions de catégorie A sans droit de vote en circulation.

Le 22 juin 2021, après l'exercice clos le 1^{er} mai 2021, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en déposant auprès de la TSX un avis d'intention visant le rachat aux fins d'annulation d'un maximum de 8 468 408 d'actions de catégorie A sans droit de vote représentant 5,0 % des 169 368 174 actions de catégorie A sans droit de vote en circulation au 18 juin 2021, sous réserve de certaines approbations des organismes de réglementation. Les achats seront effectués par l'intermédiaire de la TSX ou de tout autre système de négociation admissible. Le prix que paiera Empire pour ces actions correspondra au prix en vigueur sur le marché au moment de l'acquisition. La Société estime que le rachat occasionnel d'actions au cours du marché en vigueur constitue une utilisation judicieuse des fonds, en plus d'être dans le meilleur intérêt d'Empire et de ses actionnaires. Les rachats pourraient commencer le 2 juillet 2021 et doivent se terminer au plus tard le 1^{er} juillet 2022.

La moyenne des transactions quotidiennes des actions s'étant établie à 493 273 au cours des six derniers mois, les achats quotidiens seront limités à 123 318 actions de catégorie A sans droit de vote (25 % de la moyenne des transactions quotidiennes des actions de catégorie A sans droit de vote), à l'exception de l'exemption pour les achats en bloc.

La Société a également renouvelé son programme de rachat automatique d'actions auprès de son courtier désigné, programme qui lui permet de racheter aux fins d'annulation des actions de catégorie A sans droit de vote, pendant les périodes d'interdiction des opérations, dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve de certaines approbations des organismes de réglementation.

Le 27 juin 2019, la Société a déposé, auprès de la TSX, un avis d'intention visant le rachat aux fins d'annulation d'un maximum de 3,5 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 2,0 % des actions de catégorie A sans droit de vote en circulation.

Le tableau qui suit présente les actions rachetées dans le cadre du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société pour l'exercice clos le 1^{er} mai 2021, par rapport à l'exercice précédent :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Au 1 ^{er} mai 2021	Au 2 mai 2020
Nombre d'actions	4 124 260	2 997 583
Prix moyen pondéré par action	37,24 \$	33,36 \$
Contrepartie en trésorerie versée	153,6 \$	100,0 \$

Actions de catégorie A sans droit de vote et actions ordinaires de catégorie B

Les droits conférés aux porteurs par les actions de catégorie A sans droit de vote et les actions ordinaires de catégorie B sont subordonnés aux droits des porteurs des actions privilégiées de la Société qui jouissent d'un droit prioritaire sur les dividendes et le remboursement du capital au moment de la liquidation. Voici un sommaire des privilèges et des droits rattachés aux actions de catégorie A sans droit de vote et aux actions ordinaires de catégorie B de la Société :

1. Les actions de catégorie A sans droit de vote et les actions ordinaires de catégorie B ont égalité de rang entre elles, à raison d'une pour une, et confèrent à leurs porteurs respectifs les mêmes droits et avantages, sauf disposition contraire prévue aux conditions qui s'y rattachent.

2. Les administrateurs peuvent à tout moment et à l'occasion, déclarer un dividende ou conférer tout autre avantage que ce soit aux porteurs des actions de catégorie A sans droit de vote sans être tenus de déclarer un dividende égal ou tout autre dividende ou de conférer un avantage égal ou tout autre avantage aux porteurs des actions ordinaires de catégorie B, à condition qu'aucun dividende ne puisse être déclaré ni qu'aucun autre avantage ne puisse être conféré aux porteurs des actions ordinaires de catégorie B, à moins qu'au même moment, le même dividende ne soit déclaré et le même avantage ne soit conféré aux porteurs des actions de catégorie A sans droit de vote.
3. Les porteurs des actions de catégorie A sans droit de vote recevront un avis de convocation aux assemblées des porteurs d'actions ordinaires de catégorie B de la Société et participer à ces assemblées, mais ils ne sont pas habilités à y voter.
4. Les actions ordinaires de catégorie B donnent droit à un vote par action lors de toutes les assemblées des porteurs d'actions ordinaires de catégorie B de la Société.
5. Dans certaines circonstances, les actions ordinaires de catégorie B peuvent, à tout moment, être converties en actions de catégorie A sans droit de vote à raison d'une action pour une. Ces circonstances, entre autres, nécessitent l'approbation du conseil d'administration et exigent que les actions ordinaires de catégorie B qui doivent être converties soient offertes en premier à tous les autres porteurs des actions ordinaires de catégorie B.
6. Aucune division ni aucun regroupement des actions ordinaires de catégorie B ne doit être effectué, à moins que la même division ou le même regroupement des actions de catégorie A sans droit de vote ne soit effectué au même moment. Aucune division ni aucun regroupement des actions de catégorie A sans droit de vote ne doit être effectué, à moins que la même division ou le même regroupement des actions ordinaires de catégorie B ne soit effectué au même moment.

Si une offre publique d'achat formelle (autre qu'une « opération familiale portant sur des actions » décrite ci-dessous) sur des actions ordinaires de catégorie B est présentée, les conditions rattachées aux actions ordinaires de catégorie B et aux actions de catégorie A sans droit de vote stipulent généralement que les porteurs canadiens des actions ordinaires de catégorie B auront alors aussi le droit de recevoir une offre d'achat de leurs actions ordinaires de catégorie B et que les porteurs canadiens des actions de catégorie A sans droit de vote auront alors aussi le droit de recevoir une offre d'achat de leurs actions de catégorie A sans droit de vote à des conditions au moins aussi favorables, y compris le prix offert. Si un initiateur acquiert des actions ordinaires de catégorie B aux termes d'une offre publique d'achat formelle et ne présente pas la même offre pour les actions de catégorie A sans droit de vote dans les 60 jours, les actions ordinaires de catégorie B acquises aux termes de l'offre, ainsi que certaines autres actions ordinaires de catégorie B détenues par l'initiateur et d'autres parties agissant conjointement ou de concert avec l'initiateur, seront alors converties, sauf si le conseil d'administration en décide autrement, en actions de catégorie A sans droit de vote.

Une « opération familiale portant sur des actions » s'entend d'un transfert de quelque nature que ce soit d'une participation en actions ordinaires de catégorie B à au moins un descendant de J.W. Sobey, aujourd'hui décédé et anciennement un homme d'affaires de Stellarton, en Nouvelle-Écosse. À cette fin, les descendants comprennent les conjoints, les sociétés contrôlées par chacun de ces descendants ou des membres du même groupe qu'eux et leurs fiducies établies aux fins de planification successorale de bonne foi principalement au bénéfice de ces descendants.

Actions privilégiées 2002

Les actions privilégiées 2002 peuvent être émises en séries, chaque série étant composée du nombre d'actions et assortie des dispositions que les administrateurs de la Société peuvent déterminer avant l'émission. Les actions privilégiées 2002 ont priorité de rang sur les actions de catégorie A sans droit de vote et les actions ordinaires de catégorie B relativement au versement des dividendes et au partage des biens en cas de dissolution ou de liquidation volontaire ou forcée de la Société. Les actions privilégiées 2002 de chaque série ont un rang égal à celui des actions privilégiées 2002 des autres séries relativement au versement des dividendes et au partage des biens. La Société ne peut pas créer ou émettre d'actions de rang supérieur ou égal à celui des actions privilégiées 2002 quant au versement des dividendes ou au partage des biens sans l'approbation des deux tiers des porteurs des actions privilégiées.

Dette à long terme

L'encours de la dette à long terme de la Société est le suivant :

(en millions de dollars)	Au 1 ^{er} mai 2021	Au 2 mai 2020
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	46,5 \$	570,0 \$
Dette à long terme	1 178,8	1 105,2
	1 225,3 \$	1 675,2 \$

La Société détient une facilité de crédit à terme de premier rang renouvelable et non garantie de 250,0 M\$ échéant le 4 novembre 2022. Au 1^{er} mai 2021, le solde de la facilité de crédit était de 119,8 M\$ (62,6 M\$ en 2020). Les intérêts à verser sur cette facilité fluctuent en fonction du taux préférentiel au Canada ou du taux des acceptations bancaires.

Sobeys détient une facilité de crédit à terme de premier rang renouvelable et non garantie de 650,0 M\$ échéant le 4 novembre 2022. Au 1^{er} mai 2021, le solde de la facilité était de néant (néant en 2020) et Sobeys avait émis 86,1 M\$ de lettres de crédit relativement à la facilité (76,4 M\$ en 2020). Les intérêts à verser sur cette facilité fluctuent en fonction du taux préférentiel au Canada ou du taux des acceptations bancaires.

Le 2 juin 2017, Sobeys a contracté une facilité de crédit de premier rang non renouvelable et non garantie de 500,0 M\$. Cette facilité, dont l'échéance initiale était le 4 novembre 2020, a été entièrement remboursée au cours du deuxième trimestre.

Le 5 décembre 2018, Sobeys a contracté une facilité de crédit de premier rang non renouvelable et non garantie de 400,0 M\$. Au 10 décembre 2018, la facilité de crédit était utilisée en entier, le produit ayant servi à financer une partie l'acquisition de Farm Boy. Cette facilité, dont l'échéance initiale était le 10 décembre 2020, a été entièrement remboursée au cours du troisième trimestre.

Les billets à moyen terme suivants (les « BMT »), notamment les billets de série 2013-2 et les billets de premier rang non garantis à taux variable (désignés ensemble, les « billets »), sont en circulation :

(en millions de dollars)	Au 1 ^{er} mai 2021	Au 2 mai 2020
BMT de série D, taux d'intérêt de 6,06 %, échéant le 29 octobre 2035	175,0 \$	175,0 \$
BMT de série E, taux d'intérêt de 5,79 %, échéant le 6 octobre 2036	125,0	125,0
BMT de série F, taux d'intérêt de 6,64 %, échéant le 7 juin 2040	150,0	150,0
Billets de série 2013-2, taux d'intérêt de 4,70 %, échéant le 8 août 2023	500,0	500,0
Facilité de crédit à taux d'intérêt variable lié aux taux des acceptations bancaires, échéant le 4 novembre 2020	-	125,0
Facilité de crédit à taux d'intérêt variable lié aux taux des acceptations bancaires, échéant le 10 décembre 2020	-	400,0
	950,0 \$	1 475,0 \$

Les BMT et les billets de Sobeys ne sont pas cotés en bourse ni inscrits à un marché quelconque.

Notations du crédit (normes canadiennes)

Les notations des titres de Sobeys s'établissaient comme suit à la fin de l'exercice le 1^{er} mai 2021 :

	DBRS	S&P
BMT	BBB faible (tendance stable)	BBB- (perspective stable)
Billets	BBB faible (tendance stable)	BBB- (perspective stable)

Au cours l'exercice 2021, S&P a rehaussé la notation du crédit de Sobeys, la faisant passer de BB+ (perspective positive) à BBB- (perspective stable), alors que celles de DBRS sont demeurées inchangées.

Les notations du crédit attribuées à un titre de créance par les agences de notation ne constituent pas une recommandation d'achat, de détention ou de vente du titre de créance, puisque ces notations ne sont pas assorties de commentaires quant au cours ou au caractère approprié du titre pour un investisseur donné. Les notations du crédit visent à fournir aux investisseurs une évaluation indépendante de la qualité du crédit d'une émission de titres. La Société communique aux agences de notation des renseignements confidentiels et approfondis à l'appui du processus de notation.

Les notations du crédit attribuées par DBRS aux titres de créance à long terme varient de AAA à D. La note BBB (faible) attribuée par DBRS est une note qui s'applique à un crédit de bonne qualité. La capacité de paiement des obligations financières de la société est jugée acceptable, quoique vulnérable aux événements futurs. Les notations peuvent être modulées par l'ajout de la mention « élevé » ou « faible » afin d'indiquer la position relative à l'intérieur de la catégorie BBB. Chaque catégorie de notation de DBRS comporte une des trois tendances suivantes de la notation : « positive », « stable » ou « négative ». La tendance de la notation aide l'investisseur à comprendre l'opinion de DBRS quant aux perspectives de la note en cause. Toutefois, l'investisseur ne doit pas supposer qu'une tendance positive ou négative indique nécessairement l'imminence d'un changement de notation. Une tendance stable signifie que les mesures du crédit sont censées être durables à court ou à long terme.

Les notations attribuées par S&P aux titres de créance à long terme varient de AAA à D. La notation BBB- attribuée par S&P fait partie d'une catégorie de bonne qualité. Une obligation notée BBB présente des paramètres de protection adéquats. Toutefois, des conditions économiques défavorables ou des circonstances changeantes sont plus susceptibles d'affaiblir la capacité du débiteur à honorer ses engagements financiers au titre de l'obligation. Une désignation « plus » ou « moins » indique la position relative du titre de créance à l'intérieur de la catégorie BBB. Les perspectives d'une notation attribuée par S&P évaluent l'orientation possible d'une notation à moyen terme, qui est généralement de deux ans pour une cote de crédit de bonne qualité et généralement d'un an pour la cote spéculative, les perspectives se classant dans l'une des quatre catégories suivantes : positive, négative, stable ou sous surveillance. Une perspective stable signifie que les indicateurs de crédit devraient demeurer stables et qu'une cote ne devrait pas changer à moyen terme.

Les notations de crédit attribuées aux BMT et aux billets pourraient ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques liés à la structure des BMT et des billets, ainsi que d'autres facteurs relatifs à leur valeur. En outre, les changements réels ou prévus des notations du crédit de Sobeys influenceront généralement sur la valeur marchande des titres de créance. L'agence de notation peut réviser ou retirer en tout temps les notations qui précèdent si elle juge que les circonstances le justifient.

Sobeys a effectué, ou effectuera, des paiements dans le cours normal de ses activités aux agences de notation du crédit relativement à l'attribution de notations visant Sobeys et ses titres. En outre, la Société a effectué des paiements habituels au titre de certains services aux abonnés fournis à la Société par les agences de notation du crédit.

MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Les actions de catégorie A sans droit de vote (Bourse TSX : EMP.A) sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, soit le principal marché où le plus gros volume des opérations ou d'établissement des cours a habituellement lieu. Les cours extrêmes mensuels des actions de catégorie A sans droit de vote et les volumes moyens mensuels des opérations sur celles-ci à la Bourse de Toronto pour l'exercice terminé le 1^{er} mai 2021 s'établissent comme suit :

Actions de catégorie A sans droit de vote d'Empire Company Limited

Mois	Haut (\$ l'action)	Bas (\$ l'action)	Volume quotidien moyen par mois (en actions)
Du 4 au 31 mai 2020	31,65 \$	29,08 \$	858 549
Juin 2020	34,39 \$	29,18 \$	920 266
Juillet 2020	35,67 \$	32,08 \$	746 075
Août 2020	36,46 \$	33,92 \$	718 310
Septembre 2020	39,22 \$	32,63 \$	907 454
Octobre 2020	40,87 \$	35,91 \$	840 461
Novembre 2020	38,99 \$	35,32 \$	928 801
Décembre 2020	36,16 \$	34,13 \$	911 894
Janvier 2021	36,89 \$	34,88 \$	965 865
Février 2021	38,31 \$	34,50 \$	977 293
Mars 2021	40,25 \$	35,39 \$	976 704
Avril 2021	41,10 \$	38,55 \$	701 062

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

Le tableau qui suit présente un sommaire des données financières d'Empire pour les trois derniers exercices.

<i>(en millions de dollars, sauf les montants relatifs aux marges et les montants par action)</i>	Exercice terminé le		
	1 ^{er} mai 2021 ¹⁾ (52 semaines)	2 mai 2020 ¹⁾ (52 semaines)	4 mai 2019 (52 semaines)
Ventes	28 268,3 \$	26 588,2 \$	25 142,0 \$
Bénéfice d'exploitation	1 299,5	1 111,8	652,3
BAIIA ²⁾	2 143,8	1 892,4	1 069,5
Marge du BAIIA ²⁾	7,6 %	7,1 %	4,3 %
Bénéfice net ³⁾	701,5	583,5	387,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	890,5 \$	1 008,4 \$	553,3 \$
Dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an	1 225,3	1 675,2	2 020,9
Capitaux propres, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle	4 372,7	3 924,6	4 003,3
Total de l'actif	15 173,9	14 632,9	9 602,4
Résultat par action, après dilution			
Bénéfice net ³⁾	2,60 \$	2,15 \$	1,42 \$

Notes :

- 1) Les principales données financières consolidées reflètent l'incidence de la mise en œuvre de la norme IFRS 16 Contrats de location.
- 2) Ces expressions n'ont pas de signification normalisée aux termes des principes comptables généralement reconnus. Voir la rubrique « Mesures et données financières non conformes aux PCGR » dans le rapport de gestion de la Société.
- 3) Attribuable aux propriétaires de la Société.

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Le nom, la province ou l'état de résidence et les principaux postes de chacun des administrateurs et des dirigeants d'Empire au 1^{er} mai 2021 s'établissaient comme suit :

Administrateurs

Nom et province ou état de résidence	Fonctions	Principaux postes	Administrateur depuis
MICHELLE BANIK ³⁾ (Ontario) Canada	Administratrice	Administratrice de sociétés	2021
CYNTHIA DEVINE ²⁾⁵⁾⁷⁾ (Ontario) Canada	Administratrice	Chef des finances, Maple Leaf Sports & Entertainment	2013
JAMES M. DICKSON (Nouvelle-Écosse) Canada	Président du conseil	Conseil, Stewart McKelvey	2015
SHARON DRISCOLL ¹⁾ (Colombie-Britannique) Canada	Administratrice	Chef des finances, Ritchie Bros. Auctionneers Inc.	2018
GREG JOSEFOWICZ ³⁾ Michigan, États-Unis	Administrateur	Administrateur de sociétés	2016
SUE LEE ³⁾ (Colombie-Britannique) Canada	Administratrice	Administratrice de sociétés	2014
WILLIAM LINTON ⁴⁾⁵⁾⁷⁾ (Ontario) Canada	Administrateur	Administrateur de sociétés	2015
MICHAEL MEDLINE (Ontario) Canada	Administrateur, président et chef de la direction	Président et chef de la direction, Empire et Sobeys	2017
MARTINE REARDON ¹⁾⁵⁾⁷⁾ New York, États-Unis	Administratrice	Chef de la commercialisation et vice-présidente directrice, Contenu et membres, de la National Retail Federation (É. U.)	2017
FRANK C. SOBEY ⁵⁾ (Nouvelle-Écosse) Canada	Administrateur	Administrateur de sociétés	2007
JOHN R. SOBEY ¹⁾ (Nouvelle-Écosse) Canada	Administrateur	Administrateur de sociétés	1979
KARL R. SOBEY ³⁾ (Nouvelle-Écosse) Canada	Administrateur	Administrateur de sociétés	2001
PAUL. D. SOBEY ⁵⁾ (Nouvelle-Écosse) Canada	Administrateur	Administrateur de sociétés	1993
ROB G. C. SOBEY ³⁾⁵⁾ (Nouvelle-Écosse) Canada	Administrateur	Administrateur de sociétés	1998
MARTINE TURCOTTE ¹⁾⁶⁾⁸⁾ (Québec) Canada	Administratrice	Administratrice de sociétés	2012

Notes :

- 1) Membre du comité d'audit
- 2) Présidente du comité d'audit
- 3) Membre du comité des ressources humaines
- 4) Président du comité des ressources humaines
- 5) Membre du comité de gouvernance et de responsabilité sociale
- 6) Présidente du comité de gouvernance et de responsabilité sociale
- 7) Membre du comité des mises en candidature
- 8) Présidente du comité des mises en candidature

La durée du mandat de chaque personne élue ou nommée administrateur court jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires d'Empire ou jusqu'à son départ à la retraite ou sa démission si un tel événement se produit auparavant.

Membres de la haute direction qui ne sont pas administrateurs

(en date du 1^{er} mai 2021)

Nom et province de résidence	Poste
SIMON GAGNÉ (Ontario) Canada	Vice-président exécutif, ressources humaines
MOHIT GROVER (Ontario) Canada	Vice-président principal, innovation et stratégie
SARAH JOYCE (Ontario) Canada	Vice-présidente principale du commerce électronique
DOUG NATHANSON (Ontario) Canada	Vice-président principal, chef du contentieux et secrétaire
SANDRA SANDERSON (Ontario) Canada	Vice-présidente principale, marketing
VIVEK SOOD (Nouvelle-Écosse) Canada	Vice-président exécutif, entreprise connexes
PIERRE ST-LAURENT (Québec) Canada	Vice-président exécutif et chef de l'exploitation, gamme complète de services
MICHAEL VELS (Ontario) Canada	Chef des finances
MIKE VENTON (Ontario) Canada	Directeur général, magasins de rabais

Au cours des cinq dernières années, chacun des administrateurs et des dirigeants susmentionnés a occupé le poste principal ou le poste au sein de la Société ou de l'entreprise qui sont indiqués en regard de son nom, à l'exception de :

- Michelle Banik qui, avant mars 2021, était chef des ressources humaines et vice-présidente principale (chef des ressources humaines à l'échelle mondiale) auprès d'OMERS de 2015 à décembre 2019;
- Cynthia Devine qui, avant mars 2017, était vice-présidente directrice et chef de finances, Fonds de placement immobilier RioCan;
- Mohit Grover, qui, avant octobre 2019, était chef de la division industrielle - ventes au détail, de Google Canada de septembre 2014 à septembre 2019;
- Sarah Joyce, qui, avant juin 2018, était directrice générale de SaksOff5th.com et de Gilt.com de novembre 2016 à juin 2018; directrice des initiatives de commercialisation de Saks Fifth Avenue Off 5th de juillet 2015 à novembre 2016; et directrice générale de la stratégie d'entreprise auprès de Saks Fifth Avenue (Compagnie de la Baie d'Hudson) de septembre 2014 à juillet 2015;
- Michael Medline qui, avant janvier 2017, était président et chef de la direction, La Société Canadian Tire Limitée (SCT) de décembre 2014 à juillet 2016;
- Doug Mathanson qui, avant avril 2018, était chef du contentieux, SCT, de février 2016 à avril 2018;
- Martine Reardon qui, avant avril 2021, était administratrice de sociétés; et chef de la commercialisation, Macy's Inc., de février 2012 à mai 2016;

- Sandra Sanderson, qui, avant novembre 2018, était vice-présidente principale, commercialisation, auprès de White House Black Market aux États-Unis, de février 2017 à octobre 2018; et chef de la commercialisation et responsable du contrôle de la qualité chez Walmart Canada de septembre 2013 à février 2017;
- Martine Turcotte qui, avant janvier 2020, était présidente, direction du Québec, de BCE Inc. et de Bell Canada;
- Michael Vels, qui, avant juin 2017, était chef des finances auprès de Hydro One Limited de juillet 2015 à mai 2017; et
- Mike Venton, qui, avant janvier 2018, était vice-président principal, Discount No Frills pour Les Compagnies Loblaw Limitée de mai 2014 à décembre 2016.

Au 1^{er} mai 2021, les administrateurs et membres de la haute direction d'Empire, collectivement, détenaient à titre de propriétaires véritables, directement ou indirectement, ou contrôlaient 22 955 622 actions ordinaires de catégorie B, soit environ 23,4 % de ces actions émises et en circulation. Aucun membre de la haute direction qui n'est pas administrateur n'est propriétaire d'actions ordinaires de catégorie B.

Autres poursuites

Aucun administrateur ni aucun membre de la haute direction n'est, à la date de la présente notice annuelle, ou n'a été, au cours des 10 années précédant cette date, administrateur, chef de la direction ou chef des finances d'une société (y compris une société de portefeuille privée), qui a fait l'objet :

- a) d'une ordonnance (au sens de l'annexe 51-102A2 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*) prononcée pendant que l'administrateur ou le membre de la haute direction exerçait les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances; ou
- b) d'une ordonnance (au sens de l'annexe 51-102A2 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*) prononcée après que l'administrateur ou le membre de la haute direction a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances et découlant d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions.

Aucun administrateur, ni aucun membre de la haute direction ni aucun actionnaire détenant suffisamment de titres d'Empire pour influencer de façon importante sur le contrôle d'Empire, ou d'une société de portefeuille privée de ceux-ci :

- a) n'est, à la date de la présente notice annuelle, ou n'a été, au cours des 10 années précédant cette date, administrateur ou membre de la haute direction d'une société (y compris une société de portefeuille privée) qui, pendant qu'il exerçait cette fonction ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction, a fait faillite, fait une proposition en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou pour laquelle un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens;
- b) à la date de la présente notice annuelle, ou au cours des 10 années précédant cette date, n'a fait faillite, fait une proposition en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou n'a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir les biens du fiduciaire, du membre de la haute direction ou de l'actionnaire;

- c) ne s'est vu imposer :
 - i) soit des amendes ou des sanctions par un tribunal en vertu de la législation sur les valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières, ou n'a conclu un règlement amiable avec celle-ci;
 - ii) soit toute autre amende ou sanction par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait susceptible d'être considérée comme importante par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision en matière de placement.

Conflits d'intérêts

Dans le contexte du code d'éthique commerciale, le conseil d'administration de la Société se penche sur les conflits d'intérêts existants ou potentiels au cas par cas pour s'assurer d'éviter toute possibilité qu'il y ait une perception d'un conflits d'intérêts, ou qu'il s'en produise réellement un.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres est AST Trust Company (Canada), qui a des bureaux situés à Halifax, en Nouvelle-Écosse, et à Toronto, en Ontario. Il peut être joint par téléphone au 1 800 387-0825 ou par courriel à l'adresse inquiries@astfinancial.com.

RENSEIGNEMENTS SUR LE COMITÉ D'AUDIT

Mandat du comité d'audit

Le mandat du comité d'audit, tel qu'il est approuvé par le conseil d'administration de la Société, est présenté à l'annexe B.

Composition du comité d'audit

En date de l'exercice terminé le 1^{er} mai 2021, les membres du comité d'audit, de même que leur niveau d'instruction et leurs antécédents professionnels pertinents s'établissent comme suit :

1. Cynthia Devine (présidente)
 - Baccalauréat avec spécialisation en administration des affaires, Richard Ivey School of Business de la University of Western Ontario.
 - Fellow de l'Institut des comptables professionnels agréés de l'Ontario.
 - Chef des finances de Maple Leaf Sports & Entertainment.
 - Administratrice de la Banque Royale du Canada et de Sobeys, ainsi que membre du conseil consultatif Ivey de la Richard Ivey School of Business et membre du conseil des gouverneurs du North York General Hospital.
 - Anciennement vice-présidente directrice et chef des finances du Fonds de placement immobilier RioCan de mars 2015 à mars 2017. Auparavant, M^{me} Devine était chef des finances de Tim Hortons Inc. de 2003 à 2014; première vice-présidente, finances, Les Aliments Maple Leaf, de 2001 à 2003; et de 1992 à 2001, elle a occupé plusieurs postes au sein du secteur des finances de Pepsi-Cola Canada, notamment celui de chef des finances de 1999 à 2001.
 - Administratrice d'ING Direct Canada de 2009 jusqu'à sa vente à la Banque Scotia en 2012.
2. Sharon Driscoll
 - Baccalauréat avec spécialisation en commerce, Queen's University.
 - Membre des Instituts des comptables agréés de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.
 - Chef des finances auprès de Ritchie Bros. Auctioneers Inc.
 - Co-chef de la direction par intérim de Ritchie Bros. Auctioneers Inc. du 1^{er} octobre 2019 au 6 janvier 2020.
 - Administratrice de Sobeys.
 - Anciennement vice-présidente directrice et chef des finances de Katz Group Canada Ltd. de 2013 à 2015. Auparavant, première vice-présidente, finances, et ensuite chef des finances de Sears Canada Inc. entre 2008 et 2013. De 1987 à 2008, M^{me} Driscoll a exercé des rôles de haute direction d'importance croissante auprès des Sociétés Loblaw Ltée, y compris celui de première vice-présidente, finances LCL – mise en marché nationale, de première vice-présidente, développement de l'entreprise, et de première vice-présidente, finances.
3. Martine Reardon
 - Baccalauréat ès sciences dans le cadre du diplôme de gestion des affaires, St. Francis College.
 - Chef de la commercialisation et vice-présidente directrice, Contenu et membres, de la National Retail Federation (É.-U.).
 - Administratrice de Sobeys.
 - Anciennement chef de la commercialisation, Macy's Inc., de 2012 à 2016. Elle a exercé des rôles de haute direction d'importance croissante auprès de Macy's entre 1994 et 2012 dans la commercialisation, les ventes et les médias, et a assumé de lourdes responsabilités en matière de transformation, d'intégration d'entreprises et de responsabilité liés à la technologie.

4. John R. Sobey

- Anciennement président et chef de l'exploitation de Sobeys.
- Administrateur de sociétés comptant 34 ans d'expérience dans la vente au détail de produits alimentaires auprès de Sobeys. M. Sobey a commencé sa carrière dans les magasins de détail, puis a gravi les échelons en exerçant diverses fonctions de direction dans la mise en marché, la gestion de catégories et l'exploitation de magasins de détail.
- Administrateur de Sobeys.
- Anciennement, administrateur d'Atlantic Shopping Centers, de Food Marketing Institute FMI, de Hannaford Bros., de Jace Holdings Limited et de Medavie Inc.

5. Martine Turcotte

- Maîtrise en administration des affaires de la London Business School, et baccalauréats en droit civil et en common law de l'Université McGill.
- Administratrice de CIBC et de Sobeys, ainsi que membre du conseil d'administration de l'Institut des administrateurs de sociétés du Québec et du comité exécutif du Cabinet de la campagne du bicentenaire de l'Université McGill (et du conseil consultatif de la Faculté de médecine de l'Université McGill).
- Nommée présidente de la Commission d'examen de la rémunération des juges, pour valoir le 1^{er} juin 2020.
- Anciennement présidente, direction du Québec, BCE et Bell Canada. Elle a commencé à travailler pour BCE en août 1988 à titre de conseillère juridique et a occupé de nombreux postes dans des entreprises du groupe BCE, notamment chez Bell Canada International Inc., BCE Media et Bell Canada, notamment celui de vice-présidente directrice et chef des affaires juridiques et des questions de réglementation, BCE et Bell Canada.

Les membres du comité d'audit répondent tous aux critères prescrits en matière de compétence financière et d'indépendance.

Politiques et procédures d'approbation préalable

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Responsabilités » de l'annexe B – Mandat du comité d'audit d'Empire pour une description des politiques et procédures spécifiques relativement au recours à des services non liés à l'audit.

Honoraires pour les services de l'auditeur externe (ventilés par catégorie)

Le tableau ci-dessous présente les honoraires exigés de la Société et de ses filiales par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. pour les exercices 2021 et 2020, respectivement :

	Exercice terminé le	
	1 ^{er} mai 2021	2 mai 2020
Honoraires d'audit	2 079 124 \$	2 107 048 \$
Honoraires pour services liés à l'audit	422 599	535 460
Honoraires pour services fiscaux	-	15 750
Autres honoraires	275 000	320 833
Total des honoraires	2 776 723 \$	2 979 091 \$

Pour l'exercice 2021, les honoraires d'audit comprennent les honoraires facturés pour l'audit des états financiers annuels consolidés, l'examen des états financiers intermédiaires trimestriels résumés et l'audit des états financiers du régime d'avantages sociaux des employés. Les honoraires pour services liés à l'audit comprennent les audits effectués à des fins spécifiques et les services de traduction en français. Les honoraires pour services fiscaux ont trait aux divers services de consultation à l'égard de points spécifiques. Les autres honoraires incluent les honoraires facturés pour les services autres que ceux faisant partie des catégories des honoraires d'audit, des honoraires pour services liés à l'audit et des honoraires pour services fiscaux, notamment d'autres services-conseils.

Le comité d'audit examine et évalue l'indépendance de l'auditeur sur une base continue. Une politique a été mise en œuvre afin que tous les services fournis par l'auditeur externe soient approuvés au préalable. Le processus d'approbation préalable permet de savoir si la nature et l'étendue de ces services sont compatibles avec le maintien de l'indépendance de l'auditeur externe. Le comité d'audit en est venu à la conclusion que les services rendus ne compromettent pas l'indépendance de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

CONTRATS IMPORTANTS

Aucun contrat important pour la Société n'a été conclu hors du cours normal des activités depuis le 1^{er} janvier 2002 et qui est toujours en vigueur ou qui a été conclu pendant le dernier exercice.

POURSUITES JUDICIAIRES ET APPLICATION DE LA LOI

Au cours de l'exercice 2021, il n'existait aucune poursuite ni aucun ensemble de poursuites semblables mettant en cause la Société, ni aucune poursuite de cet ordre qui, à la connaissance de la Société, était envisagée, et dans le cadre de laquelle le montant demandé, déduction faite des intérêts et des frais, représentait plus de 10 % de l'actif à court terme de la Société.

Au cours de l'exercice 2021, aucune amende ni sanction n'a été imposée à la Société par un tribunal en vertu de la législation sur les valeurs mobilières ou par un organisme de réglementation en valeurs mobilières et la Société n'a conclu aucune entente de règlement avec un tel tribunal ou organisme.

INTÉRÊTS DES EXPERTS

L'auditeur de la Société est PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. et a préparé le Rapport de l'auditeur indépendant aux actionnaires à l'égard de ses états financiers annuels consolidés audités. PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. a confirmé être un cabinet indépendant à l'endroit de la Société au sens des règles pertinentes et des interprétations connexes prescrites par l'organisme professionnel concerné en Nouvelle-Écosse.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

La circulaire de sollicitation de procurations par la direction d'Empire contient des renseignements supplémentaires concernant la rémunération des administrateurs et des dirigeants, les prêts qui leur ont été consentis, les principaux porteurs des titres d'Empire, les options d'achat de titres et l'intérêt des initiés dans les opérations importantes, le cas échéant. D'autres renseignements financiers sont fournis dans les états financiers audités de la Société pour son dernier exercice terminé le 1^{er} mai 2021 et le rapport de gestion connexe. Des copies de ces documents peuvent être obtenues sur demande adressée au service des relations avec les investisseurs d'Empire.

ANNEXE A

PROFIL DE SOBEYS SUR LES PLANS DES RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES ET DES BANNIÈRES

Toute l'information est en date du 1^{er} mai 2021

**MAGASINS À GAMME COMPLÈTE DE SERVICES, MAGASINS MISANT
SUR UNE OFFRE DE PRODUITS FRAIS ET MARCHÉS DE QUARTIER**

<i>Région géographique</i>	<i>Sobeys</i>	<i>Safeway</i>	<i>IGA extra</i>	<i>IGA</i>	<i>Farm Boy</i>	<i>Kim Phat</i>
Terre-Neuve-et-Labrador	13	-	-	-	-	-
Île-du-Prince-Édouard	5	-	-	-	-	-
Nouvelle-Écosse	43	-	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick	21	-	2	4	-	-
Québec	-	-	133	156	-	3
Ontario	83	6	-	1	37	-
Manitoba	17	18	-	5	-	-
Saskatchewan	9	9	-	3	-	-
Alberta	53	75	-	23	-	-
Colombie-Britannique	1	43	-	3	-	-
TOTAL	245	151	135	195	37	3

<i>Région géographique</i>	<i>Pete's Frootique & Fine Foods</i>	<i>Thrifty Foods</i>	<i>Foodland</i>	<i>Bonichoix</i>	<i>Les Marchés Tradition</i>
Terre-Neuve-et-Labrador	-	-	29	-	-
Île-du-Prince-Édouard	-	-	7	-	-
Nouvelle-Écosse	2	-	32	-	-
Nouveau-Brunswick	-	-	12	-	-
Québec	-	-	-	63	74
Ontario	-	-	137	-	-
Manitoba	-	-	-	-	-
Saskatchewan	-	-	-	-	-
Alberta	-	-	-	-	-
Colombie-Britannique	-	27	-	-	-
TOTAL	2	27	217	63	74

ANNEXE A – suite

MAGASINS D'ESCOMPTE, PHARMACIES, DÉPANNEURS ET MAGASINS DE SPIRITUEUX

<i>Région géographique</i>	<i>FreshCo/ Chalo! FreshCo</i>	<i>Lawtons¹⁾</i>	<i>Rachelle- Béry</i>	<i>Needs</i>	<i>IGA Express</i>
Terre-Neuve-et-Labrador	-	18	-	21	-
Île-du-Prince-Édouard	-	5	-	8	-
Nouvelle-Écosse	-	41	-	46	-
Nouveau-Brunswick	-	12	-	9	-
Québec	-	-	11	-	19
Ontario	95	-	-	-	-
Manitoba	6	-	-	2	-
Saskatchewan	4	-	-	-	-
Alberta	2	-	-	-	-
Colombie-Britannique	16	-	-	-	-
TOTAL	123	76	11	86	19

<i>Région géographique</i>	<i>Boni-Soir</i>	<i>Voisin</i>	<i>Cash & Carry</i>	<i>Postes d'essence au détail²⁾</i>	<i>Emplacements de vente au détail de spiritueux</i>
Terre-Neuve-et-Labrador	-	-	1	9	-
Île-du-Prince-Édouard	-	-	-	7	-
Nouvelle-Écosse	-	-	3	47	-
Nouveau-Brunswick	-	-	1	66	-
Québec	4	4	-	255	-
Ontario	-	-	-	-	-
Manitoba	-	-	1	-	-
Saskatchewan	-	-	-	-	16
Alberta	-	-	-	-	78
Colombie-Britannique	-	-	-	3	9
TOTAL	4	4	6	387	103

Note :

- 1) Le total de cette colonne inclut 73 pharmacies Lawtons Drug Stores et trois établissements autonomes de soins de santé Home HealthCare.
- 2) Le total de cette colonne n'inclut pas 44 postes d'essence Safeway en co-implantation, ni 19 postes d'essence à double enseigne de type dépanneur.

ANNEXE A – suite

CENTRES DE DISTRIBUTION

<i>Région géographique</i>	<i>Centres de distribution</i>
Terre-Neuve-et-Labrador	3
Île-du-Prince-Édouard	-
Nouvelle-Écosse	5
Nouveau-Brunswick	1
Québec	5
Ontario	2
Manitoba	2
Saskatchewan	-
Alberta	4
Colombie-Britannique	2
TOTAL	24

MAGASINS APPARTENANT À L'ENTREPRISE ET MAGASINS FRANCHISÉS – PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

<i>Région géographique</i>	<i>Magasins appartenant à l'entreprise</i>		<i>Magasins franchisés</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Pieds carrés</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pieds carrés</i>
Atlantique	313	4 785 595	151	1 119 357
Québec	204	1 115 841	518	10 908 580
Ontario	114	3 654 017	245	6 166 706
Ouest	301	8 653 622	122	3 885 807
TOTAL	932	18 209 075	1 036	22 080 450

ANNEXE A – suite

MAGASINS APPARTENANT À L'ENTREPRISE ET MAGASINS FRANCHISÉS – PAR BANNIÈRE

	<i>Sobeys</i>	<i>Safeway</i>	<i>IGA extra</i>	<i>IGA</i>	<i>Farm Boy</i>	<i>Kim Phat</i>
Magasins appartenant à l'entreprise	158	148	10	17	37	3
Magasins franchisés	87	3	125	178	-	-
TOTAL	245	151	135	195	37	3

	<i>Pete's Frootique & Fine Foods</i>	<i>Thrifty Foods</i>	<i>Foodland</i>	<i>Bonichoix</i>	<i>Les Marchés Tradition</i>
Magasins appartenant à l'entreprise	2	27	7	1	1
Magasins franchisés	-	-	210	62	73
TOTAL	2	27	217	63	74

	<i>FreshCo/Chalo! FreshCo</i>	<i>Lawtons¹⁾</i>	<i>Rachelle-Béry</i>	<i>Needs</i>	<i>IGA Express</i>
Magasins appartenant à l'entreprise	10	73	9	86	1
Magasins franchisés	113	3	2	-	18
TOTAL	123	76	11	86	19

	<i>Boni-Soir</i>	<i>Voisin</i>	<i>Cash & Carry</i>	<i>Postes d'essence au détail²⁾</i>	<i>Emplacements de vente au détail de spiritueux</i>
Magasins appartenant à l'entreprise	2	1	6	231	102
Magasins franchisés	2	3	-	156	1
TOTAL	4	4	6	387	103

Note :

- 1) Le total de cette colonne inclut 73 pharmacies Lawtons Drug Stores et trois établissements autonomes de soins de santé Home HealthCare.
- 2) Le total de cette colonne n'inclut pas 44 postes d'essence Safeway en co-implantation, ni 19 postes d'essence à double enseigne de type dépanneur.

ANNEXE B

MANDAT DU COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit (le « comité ») est responsable auprès du conseil d'administration (le « conseil ») des politiques et pratiques relatives à l'intégrité de l'information financière et de l'information exigée aux fins de la réglementation, de même que des contrôles internes, afin d'atteindre les objectifs que sont la sauvegarde des actifs de la société, la communication d'une information fiable et la conformité avec les politiques et les lois. Le comité est également chargé de superviser le cadre et le processus de gestion du risque d'entreprise.

Le comité confie à la direction la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des procédures pour :

- assurer que les contrôles internes sont correctement conçus, mis en œuvre et surveillés, ce qui comprend, entre autres, l'étude des lacunes importantes qu'affichent la conception ou le fonctionnement des contrôles internes, de même que des entretiens à ce sujet, ainsi que toute fraude, qu'elle soit importante ou non, mettant en cause des membres de la direction ou d'autres employés qui jouent un rôle important quant aux contrôles internes qu'exerce la Société à l'égard de l'information financière;
- assurer que l'information financière, ainsi que toute autre information à fournir sont communiquées de façon exhaustive, exacte et en temps voulu, tel que l'exigent les lois et règlements applicables.

COMPOSITION

Le comité est composé d'au moins trois administrateurs indépendants nommés par le conseil agissant sur recommandation du comité de gouvernance et de responsabilité sociale, conformément aux normes d'indépendance établies par le conseil, ainsi qu'en vertu des lois, règles et règlements applicables sur les sociétés et les valeurs mobilières.

Tous les membres du comité doivent posséder des compétences financières, tel que cette expression est définie dans la législation applicable. Posséder des compétences financières signifie avoir la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société.

Un membre du conseil ne possédant pas de compétences financières peut être nommé pour siéger au comité, pourvu que ce membre acquière des compétences financières dans les trois mois suivant sa nomination. Toutefois, le conseil de la Société doit être d'avis que cette nomination ne nuira pas de façon importante à la capacité du comité d'agir de façon indépendante et de remplir les autres exigences de son mandat.

Si un membre du comité perd son indépendance pour des motifs qui sont raisonnablement indépendants de sa volonté, il devra remettre sa démission au président du comité de gouvernance et de responsabilité sociale dans les trois mois suivant la survenance de l'événement qui a entraîné la perte de son indépendance.

Les membres du comité sont nommés ou reconduits dans leurs fonctions chaque année par le conseil, leur nomination prenant effet immédiatement après l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société. Un membre du comité demeure en poste jusqu'à ce que son successeur soit nommé, à moins qu'il n'ait démissionné ou n'ait été destitué par le conseil ou qu'il cesse d'être administrateur de la Société. Le conseil peut doter les vacances au sein du comité d'audit jusqu'à la fin du mandat en cours, sur la recommandation du comité de gouvernance et de responsabilité sociale.

Le conseil doit nommer un président parmi les membres du comité pour présider les réunions du comité. Le président doit être indépendant. Si le président du comité perd son statut de membre indépendant, il cessera alors d'être président et il est remplacé à titre de président par un autre membre du comité, le comité de gouvernance et de responsabilité sociale étant alors prié de remplacer ce membre dans un délai de trois mois. En l'absence d'un président, l'un des autres membres du comité physiquement présent est choisi par le comité pour présider la réunion.

POUVOIRS

Le comité dispose des pouvoirs suivants :

- mener ou autoriser une enquête sur une question relevant de la portée de son mandat ou de l'étendue de ses responsabilités;
- retenir aux frais de la Société, tel que le détermine le comité, les services de conseillers juridiques, comptables ou financiers indépendants et d'autres experts jugés nécessaires pour le conseiller ou l'aider à exercer ses fonctions ou à mener une enquête;
- communiquer, sans intervention de la direction, avec les auditeurs internes, l'auditeur externe ou les conseillers juridiques externes et les rencontrer selon les besoins; et
- convoquer une réunion du conseil dans le but d'étudier une question qui soulève des préoccupations de sa part. Le comité a un accès direct à tous les livres, les registres, les dossiers, les installations et à tout le personnel de la Société, y compris l'auditeur externe et(ou) interne, selon ce qu'il juge à propos. Tous les employés doivent collaborer à la demande des membres du comité en ce qui a trait aux questions liées aux affaires de celui-ci.

RÉUNIONS

Le comité doit tenir des réunions trimestrielles ou plus fréquentes si les circonstances l'exigent.

Les réunions peuvent être convoquées par :

- le président du comité;
- un membre du comité;
- la direction; ou
- l'auditeur externe.

Les membres du comité déterminent à l'occasion le moment et le lieu des réunions du comité, de même que la procédure qui y sera suivie. Toutefois :

1. le quorum doit être constitué d'une majorité des membres présents en personne ou participant par téléphone ou à l'aide d'un autre appareil de télécommunications permettant à tous ceux qui participent à la réunion de s'exprimer et de s'entendre les uns les autres; et
2. un avis de convocation précisant la date, l'heure et le lieu de chaque réunion doit être donné par communication écrite ou électronique ou par une autre communication par télécopieur à chaque membre du comité au moins 24 heures avant la date et l'heure auxquelles la réunion doit avoir lieu. Toutefois, un membre peut renoncer à l'avis de convocation par tout moyen. La participation d'un membre à une réunion constitue une renonciation à l'avis de convocation, sauf lorsque le membre ne participe à cette réunion que pour s'objecter à ce qu'une affaire y soit traitée au motif que la réunion n'a pas été dûment convoquée.

L'auditeur externe est invité à assister et à s'exprimer à chaque réunion trimestrielle régulière du comité. L'occasion leur est fournie de s'entretenir avec les membres du comité hors de la présence des membres de la direction à ces réunions. Le comité rencontre l'auditeur externe à huis clos lors de chaque réunion trimestrielle régulière du comité. L'auditeur externe peut également être invité à prendre la parole aux autres réunions du comité.

Une séance à huis clos est tenue lors de chaque réunion trimestrielle régulière du comité hors de la présence des membres de la direction. Des séances à huis clos sont tenues aux autres réunions du comité à la demande de l'un ou l'autre de ses membres. Le comité nommera un secrétaire qui n'est pas tenu d'être un administrateur. Le secrétaire prépare et conserve les comptes rendus des réunions du comité.

On s'attend à ce que tous les membres du comité participent à chaque réunion. Le président du comité présente un compte-rendu des délibérations du comité au conseil lors de la réunion régulière du conseil suivant celle du comité.

RESPONSABILITÉS

Administration :

1. Le comité passe en revue annuellement son mandat et recommande au comité de gouvernance et de responsabilité sociale les modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter.
2. Le comité remplit annuellement un questionnaire d'auto-évaluation et passe en revue ses compétences financières et son indépendance.

Auditeur externe :

3. Conformément aux exigences du conseil, l'auditeur externe fait rapport directement au comité.
4. Le comité doit recommander au conseil ;
 - a) l'auditeur externe à nommer en vue d'établir et de délivrer un rapport d'audit ou de rendre d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation à Empire; et
 - b) la rémunération de l'auditeur externe.
5. Le comité est directement responsable de la surveillance des travaux de l'auditeur externe engagé pour établir ou délivrer un rapport d'audit ou rendre d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation à Empire, y compris la résolution de désaccords entre la direction et l'auditeur externe au sujet de l'information financière.
6. Le comité doit approuver au préalable tous les services non liés à l'audit que l'auditeur externe doit rendre à Empire ou à ses filiales. Le comité a adopté une politique visant certaines approbations préalables et a délégué au président du comité le pouvoir d'approuver au préalable les services non liés à l'audit, ces services approuvés au préalable devant être présentés au comité à sa première réunion régulière après l'approbation préalable.

Sans que soit limitée la portée de ce qui précède, l'auditeur externe d'Empire peut rendre certains services de valeur minime non liés à l'audit sans autorisation préalable du comité dans les cas suivants :

- a) le montant total de tous les services non liés à l'audit qui n'ont pas été approuvés au préalable ne constituera pas plus de 100 000 \$ du montant total des honoraires d'audit versés par Empire et ses filiales à l'auditeur externe d'Empire au cours de l'exercice pendant lequel les services sont rendus;
- b) Empire ou ses filiales, selon le cas, n'ont pas reconnu les services comme des services non liés à l'audit au moment de la mission; et
- c) les services sont promptement portés à l'attention du comité d'Empire et approuvés, avant l'achèvement de l'audit, par le comité ou par le président du comité, à qui le comité a délégué le pouvoir d'approuver au préalable ces missions non liées à l'audit.

Le comité d'audit a donné instructions à la direction qu'afin d'obtenir l'approbation préalable de tels services non liés à l'audit, la direction doit fournir un exposé détaillé des travaux devant être exécutés par l'auditeur externe et obtenir de celui-ci l'assurance que les travaux proposés ne portent pas atteinte à son indépendance.

7. Le comité, avec l'auditeur externe et la direction, examine l'ensemble des politiques et des pratiques comptables essentielles adoptées, les changements proposés aux politiques comptables essentielles, la présentation et l'impact des incertitudes et des risques importants et les estimations et les appréciations clés de la direction qui peuvent être importants pour la communication de l'information financière. Le comité doit également examiner les changements importants aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) ou leur application.
8. Le comité doit passer en revue et approuver les politiques d'engagement applicables aux associés, aux employés et aux anciens associés et employés de l'auditeur actuel et de l'ancien auditeur externe d'Empire.

9. Le comité s'assure, en effectuant les vérifications appropriées, que l'auditeur externe est en règle avec le Conseil canadien sur la reddition de comptes (CCRC) et que l'associé principal et les autres associés respectent les exigences de rotation. Se fondant sur les exigences énoncées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et CPA Canada, le comité s'assure également que la relation entre l'auditeur externe et la direction d'Empire est indépendante.
10. Le comité reçoit de l'auditeur externe les grandes lignes de l'étendue de l'audit annuel, du plan, des ressources et de la confiance accordée à la direction, ainsi que des rapports sur l'avancement des travaux par rapport au plan soumis.
11. Le comité passe en revue le rapport de l'auditeur avec l'auditeur externe, notamment :
 - a) les constatations importantes effectuées au cours de l'exercice et la réponse de la direction quant à celles-ci;
 - b) les difficultés rencontrées à l'occasion de leurs audits, y compris les restrictions à l'étendue de leur travail ou l'accès à l'information requise; et
 - c) les changements requis quant à l'étendue prévue de leur audit ou de leurs examens trimestriels.

Gestion du risque :

12. Le comité examine annuellement le caractère adéquat et la qualité de la couverture d'assurance que la Société maintient.
13. Le comité examine périodiquement le cadre de gestion du risque d'entreprise pour la Société et évalue le caractère adéquat et complet du processus de recensement et d'évaluation des risques auxquels la Société fait face.
14. Le comité s'assure que la responsabilité de supervision principale pour chacun des risques clés recensés par le cadre de gestion du risque d'entreprise est cédée au conseil ou à un de ses comités.
15. Le comité passe en revue la gouvernance des changements apportés aux processus opérationnels et aux projets liés à la technologie de l'information qui sont importants.
16. Le comité examine le risque auquel la Société est exposée en matière de protection des renseignements personnels et de sécurité des données et les mesures qu'elle prend pour protéger la sécurité et l'intégrité de ses systèmes d'information de gestion et des données des clients.
17. Le comité examine le plan de travail et le progrès réalisé dans le cadre de la mise en œuvre des principaux changements apportés au système de technologie de l'information et reçoit des mises à jour au sujet de l'infrastructure des systèmes d'information.
18. Le comité examine périodiquement les rapports sur la conformité environnementale et sur les litiges que lui remet la direction.
19. Le comité examine périodiquement les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée (y compris les risques liés au change et aux taux d'intérêt), ainsi que les initiatives de la direction destinées à maîtriser de tels risques, y compris l'utilisation de produits dérivés financiers et d'activités de couverture.
20. Le comité examine la conformité avec les lois et les règlements, de même que l'étendue et l'état des systèmes établis pour assurer celle-ci. Il reçoit des rapports de la direction, des conseillers juridiques et autres tiers selon ce qu'il détermine à l'égard de ces questions, de même que sur les changements importants aux lois et aux règlements susceptibles d'avoir une incidence sur les responsabilités et les risques éventuels de la Société.

Gestion et information financières :

21. Le comité examine les états financiers annuels et intermédiaires, les rapports de gestion et les communiqués trimestriels concernant l'information financière et les autres communiqués de presse importants d'Empire et en recommande l'approbation par le conseil avant que celui-ci ne les publie.
22. Le comité passe en revue les dividendes d'Empire et les recommande à l'approbation du conseil.
23. Le comité examine les informations de nature financière contenues dans le rapport annuel et la notice annuelle.
24. Le comité s'assure que des procédures adéquates en matière d'information sont en place à l'égard de l'examen de l'information financière d'Empire destinée au public et extraite des états financiers de cette dernière ou fondée sur ceux-ci et il doit de façon périodique évaluer le caractère adéquat de ces procédures d'information.
25. Le comité passe en revue les contrôles et les procédures concernant l'information, de même que les contrôles internes à l'égard de l'information financière, y compris les déficiences ou les manquements importants s'y rapportant.
26. Le comité passe en revue la politique d'information de la société et le mandat du comité de l'information.
27. Le comité se penche sur toutes les conclusions des examens des organismes de réglementation concernant les questions financières de la Société et fera des recommandations au conseil afin de régler de telles questions.
28. Le comité adopte des procédures visant les affaires suivantes :
 - a) la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par Empire à l'égard de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou des questions concernant l'audit; et
 - b) les communications confidentielles et anonymes des employés d'Empire exprimant leurs préoccupations à l'égard de pratiques douteuses en matière de comptabilité ou d'audit.
29. Le comité passe en revue l'état et le caractère adéquat des efforts de la Société pour s'assurer que les activités de celle-ci soient menées et que ses installations soient exploitées d'une manière conforme à l'éthique, légale et socialement responsable et il recommande au conseil, en vue de son approbation, les modifications aux politiques et aux programmes qu'il juge souhaitables.

Audit interne :

30. Chaque année, le comité passe en revue et approuve la charte d'audit interne et le plan annuel.
31. Le comité reçoit les rapports trimestriels de la vice-présidente, vérification interne, qu'il rencontre à huis clos.
32. Le comité reçoit des rapports trimestriels de la vice-présidente, vérification interne, sur les questions signalées à la ligne d'écoute en matière de déontologie gérée par le service de l'audit interne.
33. Le comité veille à ce que la fonction d'audit interne soit indépendante de la direction et à posséder des ressources suffisantes lui permettant de s'acquitter de son mandat.
34. Le comité approuve la nomination, le remplacement ou la révocation du mandat de la vice-présidente, vérification interne.